

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par Ls	(saņemot ekspedīcijā) par Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 mēn. 2,—	1 mēn. 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem 13,—	Par atsevišķu numuru 10,—

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot



Redakcija:
Rīgā, pili 2. ist. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili 1. ist. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindīnām	Ls 4,—
par katru tālāku rindīņu	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindīņu	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. sludin.)	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	„—,80

236. №

Piektdien, 1936. g. 16. oktobrī

Deviņpadsmitais gads

Starptautiskai telekomunikāc. konvencijai pievienotais Vispārīgais radiokomunikāciju reglaments. (Turpinājums pie likuma par Madrides 1932. g. starptaut. telekomunikāc. konvenciju.)
Pārgrozījumi papildus saistošos noteikumos par dzirnavās pārstrādājamo labību.
Pārgrozījumi instrukcijā par kaņavīru atvaļināšanu no aktīvā kaņavīru dienesta, līdz turpmākam rīkojumam atvaļināto kaņavīru, rezervistu un zemessargu reģistrāciju, kontroli un iesaukšanu apmācībā.
Saraksts Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja un tam piederošu 1. un 2. šķiras staciju un gaisa satiksmes novērošanas punktu amatiem, kuŗu izpildītāji ar mobilizāciju vai kaņavīru pasludināšanu obligatoriski paliek pie savu dienesta pienākumu izpildīšanas.

Règlement général des Radiocommunications

annexé à la

Convention internationale des télécommunications.

Article 15.

Documents de service.

- [224] § 1. Le Bureau de l'Union dresse et publie les documents de service suivants:
- [225] a) les nomenclatures de toutes les stations terrestres, mobiles, fixes ayant un indicatif d'appel de la série internationale et ouvertes ou non à la correspondance publique; les nomenclatures des stations effectuant des services spéciaux, de la radiodiffusion, des radiocommunications entre points fixes;
- [226] b) la liste des fréquences. Cette liste indique toutes les fréquences attribuées aux stations destinées à effectuer un service régulier et qui sont susceptibles de causer des brouillages internationaux;
- [227] c) une nomenclature des bureaux télégraphiques et des stations terrestres ouverts au service international;
- [228] d) une carte des stations côtières ouvertes à la correspondance publique;
- [229] e) un tableau et une carte destinés à être annexés à la nomenclature des stations côtières et de navire, et indiquant les zones et les heures de service à bord des navires dont les stations sont classées dans la deuxième catégorie (voir appendices 4 et 5);
- [230] f) une liste alphabétique des indicatifs d'appel des stations mentionnées sous a) et pourvues d'un indicatif d'appel de la série internationale. Cette liste est dressée sans considération de nationalité. Elle est précédée du tableau de répartition des indicatifs d'appel figurant à l'article 14;
- [231] g) une statistique générale des radiocommunications.
- [232] § 2. (1) Les nomenclatures des stations [§ 1, a)] sont publiées en fascicules séparés, ainsi qu'il suit:
- I. Nomenclature des stations côtières et de navire.
 - II. Nomenclature des stations aéronautiques et d'aéronef.
 - III. Nomenclature des stations effectuant des services spéciaux.
 - IV. Nomenclature des stations fixes (Index à la liste des fréquences pour les stations fixes en service).
 - V. Nomenclature des stations de radiodiffusion.
- [233] (2) Dans les nomenclatures I, II et III, chaque catégorie de stations est rangée dans une section spéciale.
- [234] § 3. La forme à donner aux différentes nomenclatures et à la liste des fréquences est indiquée à l'appendice 6. Les renseignements détaillés sur l'établissement de ces documents sont donnés dans les préfaces, dans l'en-tête des colonnes et dans les annotations desdits documents.
- [235] § 4. Les administrations notifient une fois par mois au Bureau de l'Union, au moyen de formules identiques à celles données par l'appendice 6, les additions, modifications et suppressions à apporter aux documents susvisés.
- [236] § 5. (1) La nomenclature des stations côtières et de navire ainsi que la nomenclature des stations aéronautiques et d'aéronef sont rééditées tous les six mois sans supplément entre deux rééditions. En ce qui concerne la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux et la nomenclature des stations de radiodiffusion, le Bureau de l'Union décide à quels intervalles elles doivent être rééditées.
- [237] (2) Un supplément récapitulatif est publié tous les 3 mois pour la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux et tous les 6 mois pour la nomenclature des stations de radiodiffusion.
- [238] (3) La liste des fréquences et la nomenclature des stations fixes qui constitue un index à la liste des fréquences, pour les stations fixes mises en service, sont rééditées séparément chaque année. Elles sont tenues à jour au moyen de suppléments mensuels édités également séparément.
- [239] § 6. (1) Les noms des stations côtières et aéronautiques sont suivis respectivement des mots RADIO et AERADIO.
- [240] (2) Les noms des stations radiogoniométriques et des radiophares sont suivis respectivement des mots GONIO et PHARE.
- [241] § 7. L'appendice 7 contient les notations employées dans les documents pour indiquer la nature et l'étendue du service des stations.
- [242] § 8. Les documents de service dont les stations mobiles doivent être pourvues sont énumérés dans l'appendice 8.

Article 16.

Procédure générale radiotélégraphique dans le service mobile. 1) 2)

- [243] § 1. (1) Dans le service mobile, la procédure détaillée ci-après est obligatoire, sauf dans le cas d'appel ou de trafic de détresse auquel sont applicables les dispositions de l'article 22.
- [244] (2) Pour l'échange des radiocommunications, les stations du service mobile utilisent les abréviations visées à l'appendice 9.
- 1) Cette procédure est applicable aux ondes courtes, dans la mesure du possible.
2) Les dispositions des §§ 2 et 8 sont applicables aux transmissions radiotéléphoniques du service mobile.

[245] § 2. (1) Avant d'émettre, toute station doit s'assurer qu'elle ne produira pas un brouillage nuisible aux transmissions s'effectuant dans son rayon d'action; si un tel brouillage est probable, la station attend le premier arrêt de la transmission qu'elle pourrait troubler.

[246] (2) Toutefois, même si, en opérant ainsi, l'émission de cette station vient à brouiller une transmission radioélectrique déjà en cours, on appliquera les règles suivantes:

[247] a) Dans la zone de communication d'une station terrestre ouverte au service de la correspondance publique ou d'une station aéronautique quelconque, la station dont l'émission produit le brouillage doit cesser d'émettre à la première demande de la station terrestre ou aéronautique précitée.

[248] b) Dans le cas où une transmission radioélectrique déjà en cours entre deux navires vient à être brouillée par une émission d'un autre navire, ce dernier doit cesser d'émettre à la première demande de l'un quelconque des deux autres.

[249] c) La station qui demande cette cessation doit indiquer la durée approximative de l'attente imposée à la station dont elle suspend l'émission.

[250] § 3. Les radiotélégrammes de toute nature transmis par les stations de navire sont numérotés par séries quotidiennes en donnant le numéro 1 au premier radiotélégramme transmis chaque jour à chaque station terrestre différente.

[251] § 4. Appel d'une station et signaux préparatoires au trafic.

[252] (1) Formule d'appel.

L'appel est constitué comme suit:

trois fois, au plus, l'indicatif d'appel de la station appelée;

le mot DE;

trois fois, au plus, l'indicatif d'appel de la station appelante.

[253] (2) Onde à utiliser pour l'appel et les signaux préparatoires.

Pour faire l'appel ainsi que pour transmettre les signaux préparatoires, la station appelante utilise l'onde sur laquelle veille la station appelée.

[254] (3) Indication de l'onde à utiliser pour le trafic.

[255] L'appel, tel qu'il est indiqué à l'alinéa (1) ci-avant, doit être suivi de l'abréviation réglementaire indiquant la fréquence et/ou le type d'onde que la station appelante se propose d'utiliser pour transmettre son trafic.

[256] Lorsque, par exception à cette règle, l'appel n'est pas suivi de l'indication de l'onde à utiliser pour le trafic:

[257] a) si la station appelante est une station terrestre:

c'est que cette station se propose d'utiliser pour le trafic son onde normale de travail, indiquée dans la nomenclature;

[258] b) si la station appelante est une station mobile:

c'est que l'onde à utiliser pour le trafic est à choisir par la station appelée.

[259] (4) Indication éventuelle du nombre de radiotélégrammes ou de la transmission par série.

[260] Lorsque la station appelante a plus d'un radiotélégramme à transmettre à la station appelée, les signaux préparatoires précédents sont suivis de l'abréviation réglementaire et du chiffre spécifiant le nombre de ces radiotélégrammes.

[261] En outre, lorsque la station appelante désire transmettre ces radiotélégrammes par série, elle l'indique en ajoutant l'abréviation réglementaire pour demander le consentement de la station appelée.

[262] § 5. Réponse aux appels et signaux préparatoires au trafic.

[263] (1) Formule de réponse aux appels.

La réponse aux appels est constituée comme suit:

trois fois, au plus, l'indicatif d'appel de la station appelante;

le mot DE;

l'indicatif d'appel de la station appelée.

[264] (2) Onde de réponse.

[265] Pour transmettre la réponse aux appels et aux signaux préparatoires, la station appelée emploie l'onde sur laquelle doit veiller la station appelante.

[266] Par exception à cette règle, quand une station mobile appelle une station côtière sur l'onde de 143 kc/s (2100 m), la station côtière transmet la réponse aux appels sur son onde normale de travail des bandes de 100 à 160 kc/s (3000 à 1875 m), telle qu'elle est indiquée dans la nomenclature.

[267] (3) Accord sur l'onde à utiliser pour le trafic.

[268] A. Si la station appelée est d'accord avec la station appelante, elle transmet:

a) la réponse à l'appel;

b) l'abréviation réglementaire indiquant qu'à partir de ce moment elle coute sur la fréquence et/ou le type d'onde annoncés par la station appelante;

c) éventuellement les indications prévues à l'alinéa (4);

d) la lettre K si la station appelée est prête à recevoir le trafic de la station appelante;

e) éventuellement, si c'est utile, l'abréviation réglementaire et le chiffre indiquant la force des signaux reçus (voir l'appendice 10).

[269] B. Si la station n'est pas d'accord, ou si elle doit choisir l'onde à utiliser pour le trafic, elle transmet:

a) la réponse à l'appel;

b) l'abréviation réglementaire indiquant la fréquence et/ou le type d'onde demandés*);

c) éventuellement les indications prévues à l'alinéa (4).

[270] Lorsque l'accord est réalisé sur l'onde que devra employer la station appelante pour son trafic, la station appelée transmet la lettre K à la suite des indications contenues dans sa réponse.

[271] (4) Réponse à la demande de transmission par série.

[272] La station appelée, répondant à une station appelante qui a demandé à transmettre ses radiotélégrammes par série [§ 4, (4)], indique, au moyen de l'abréviation réglementaire, son refus ou son acceptation et, dans ce dernier cas, s'il y a lieu, elle spécifie le nombre des radiotélégrammes qu'elle est prête à recevoir en une série.

* Dans le cas où le choix de l'onde à utiliser pour le trafic revient à la station appelée, et si, exceptionnellement, cette dernière station ne donne pas l'indication correspondante, le trafic a lieu sur l'onde utilisée pour l'appel.

[273] (5) Difficultés de réception.

[274] a) Si la station appelée est empêchée de recevoir, elle répond à l'appel comme il est indiqué à l'alinéa (3) ci-avant, mais elle remplace la lettre K par le signal **•••••** (attente), suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si cette durée probable excède 10 minutes (5 minutes dans le service mobile de l'aéronautique), l'attente doit être motivée.

[275] b) Lorsqu'une station reçoit un appel sans être certaine que cet appel lui est destiné, elle ne doit pas répondre avant que l'appel n'ait été répété et compris. Lorsque, par ailleurs, une station reçoit un appel qui lui est destiné, mais a des doutes sur l'indicatif d'appel de la station appelante, elle doit répondre immédiatement en utilisant l'abréviation réglementaire en lieu et place de l'indicatif d'appel de cette dernière station.

[276] § 6. Acheminement du trafic.

[277] (1) Onde de trafic.

[278] a) Chaque station du service mobile transmet son trafic en employant, en principe, une de ses ondes de travail, telles qu'elles sont indiquées dans la nomenclature, pour la bande dans laquelle a eu lieu l'appel.

[279] b) En dehors de son onde normale de travail, imprimée en caractères gras dans la nomenclature, chaque station peut employer des ondes supplémentaires de la même bande, conformément aux dispositions de l'article 19, § 1, (10).

[280] c) L'emploi des ondes d'appel pour le trafic est réglementé par l'article 19.

[281] (2) Longs radiotélégrammes.

[282] a) En principe, tout radiotélégramme contenant plus de 100 mots est considéré comme formant une série, ou met fin à la série en cours.

[283] b) En règle générale, les longs radiotélégrammes, tant ceux en langage clair que ceux en langage convenu ou chiffré, sont transmis par tranches, chaque tranche contenant 50 mots dans le cas du langage clair et 20 mots ou groupes lorsqu'il s'agit du langage convenu ou chiffré.

[284] c) A la fin de chaque tranche, le signal **••••• (?)** signifiant „avez-vous bien reçu le radiotélégramme jusqu'ici?“ est transmis. Si la tranche a été correctement reçue, la station réceptrice répond par la lettre K et la transmission du radiotélégramme est poursuivie.

[285] (3) Suspension du trafic.

Quand une station du service mobile transmet sur une onde de travail d'une station terrestre et cause ainsi du brouillage à ladite station terrestre, elle doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

[286] § 7. Fin du trafic et du travail.

[287] (1) Signal de fin de transmission.

[288] a) La transmission d'un radiotélégramme se termine par le signal **•••••** (fin de transmission), suivi de l'indicatif d'appel de la station transmettrice et de la lettre K.

[289] b) Dans le cas de transmission par série, la fin de chaque radiotélégramme est indiquée par le signal **•••••** et la fin de la série par l'indicatif d'appel de la station transmettrice et la lettre K.

[290] (2) Accusé de réception.

[291] a) L'accusé de réception d'un radiotélégramme est donné en transmettant la lettre R, suivie du numéro du radiotélégramme; cet accusé de réception est précédé de la formule ci-après indicatif d'appel de la station qui a transmis, mot DE, indicatif d'appel de la station qui a reçu.

[292] b) L'accusé de réception d'une série de radiotélégrammes est donné en transmettant la lettre R suivie du numéro du dernier radiotélégramme reçu. Cet accusé de réception est précédé de la formule ci-avant.

[293] c) L'accusé de réception est fait par la station réceptrice sur la même onde que pour la réponse à l'appel [voir § 5, (2) ci-avant].

[294] (3) Fin du travail.

[295] a) La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles au moyen du signal **•••••** (fin du travail), suivi de son propre indicatif d'appel.

[296] b) Pour ces signaux, la station émettrice continue à utiliser l'onde de trafic et la station réceptrice l'onde de réponse à l'appel.

[297] c) Le signal **•••••** (fin du travail) est aussi utilisé lorsque la transmission des radiotélégrammes d'information générale, des informations météorologiques et des avis généraux de sécurité se termine et que la transmission se termine dans le service de radiocommunication à grande distance avec accusé de réception différé ou sans accusé de réception.

[298] § 8. Durée du travail.

[299] (1) a) En aucun cas, dans le service mobile maritime, le travail sur 500 kc/s (600 m) ne doit dépasser dix minutes.

[300] b) En aucun cas, dans le service mobile aérien, le travail sur 333 kc/s (900 m) ne doit dépasser cinq minutes.

[301] (2) Sur les fréquences autres que celles de 500 kc/s (600 m) et 333 kc/s (900 m), la durée des périodes de travail est déterminée:

[302] a) entre station terrestre et station mobile, par la station terrestre,

[303] b) entre stations mobiles, par la station réceptrice.

[304] § 9. Essais.

Lorsqu'il est nécessaire de faire des signaux d'essais, soit pour le réglage d'un émetteur avant de transmettre l'appel, soit pour le réglage d'un récepteur, ces signaux ne doivent pas durer plus de 10 secondes et ils doivent être constitués par une série de VVV suivie de l'indicatif d'appel de la station qui émet pour essais.

Article 17.

Appel général „à tous“.

[305] § 1. Deux types de signaux d'appels „à tous“ sont reconnus:

¹⁰ appel CQ suivi de la lettre K (voir §§ 2 et 3);

²⁰ appel CQ non suivi de la lettre K (voir § 4).

[306] § 2. Les stations qui désirent entrer en communication avec des stations du service mobile, sans toutefois connaître le nom de celles de ces stations qui sont dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal de recherche CQ, remplaçant l'indicatif de la station appelée dans la formule d'appel, cette formule étant suivie de la lettre K (appel général à toutes les stations du service mobile, avec demande de réponse).

[307] § 3. Dans les régions où le trafic est intense, l'emploi de l'appel CQ suivi de la lettre K est interdit, sauf en combinaison avec des signaux d'urgence.

[308] § 4. L'appel CQ non suivi de la lettre K (appel général à toutes les stations sans demande de réponse) est employé avant la transmission des informations de toute nature destinées à être lues ou utilisées par quiconque peut les capter.

Article 18.

Appels.

[309] § 1. (1) En règle générale, il incombe à la station mobile d'établir la communication avec la station terrestre. Elle ne peut appeler la station terrestre dans ce but qu'après être arrivée dans le rayon d'action de celle-ci.

[310] (2) Toutefois, une station terrestre ayant du trafic pour une station mobile qui ne lui a pas signalé sa présence, peut appeler cette station si elle est en droit de supposer que ladite station mobile est à sa portée et assure l'écoute.

[311] § 2. (1) En outre, les stations terrestres peuvent transmettre leurs appels sous forme de „listes d'appels“ formées des indicatifs d'appel de toutes les stations

mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance, à des intervalles déterminés, espacés d'au moins deux heures, ayant fait l'objet d'accords conclus entre les gouvernements intéressés. Les stations terrestres qui émettent leurs appels sur l'onde de 500 kc/s (600 m) les transmettent sous forme de „listes d'appels“, par ordre alphabétique, en y insérant seulement les indicatifs d'appel de ces stations mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance et qui se trouvent dans leur rayon d'action. Elles ajoutent à leur propre indicatif d'appel les abréviations pour l'indication de l'onde de travail dont elles veulent faire usage pour la transmission. Les stations terrestres qui utilisent des ondes entretenues en dehors de la bande de 365 à 515 kc/s (822 à 583 m) transmettent les indicatifs d'appel dans l'ordre qui leur convient le mieux.

[312] (2) L'heure à laquelle les stations terrestres transmettent leur liste d'appels, ainsi que les fréquences et les types d'onde qu'elles utilisent à cette fin doivent être mentionnés dans la nomenclature.

[313] (3) Les stations mobiles qui, dans cette transmission, perçoivent leur indicatif d'appel, doivent répondre, aussitôt qu'elles le peuvent, en observant entre elles, autant que possible, l'ordre dans lequel elles ont été appelées.

[314] (4) Lorsque le trafic ne peut être écoulé immédiatement, la station terrestre fait connaître à chaque station mobile intéressée l'heure probable à laquelle le travail pourra commencer ainsi que, si cela est nécessaire, la fréquence et le type d'onde qui seront utilisés pour le travail avec elle.

[315] § 3. Quand une station terrestre reçoit, pratiquement en même temps, des appels de plusieurs stations mobiles, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations pourront lui transmettre leur trafic, sa décision s'inspirant uniquement de la nécessité de permettre à chacune des stations appelantes d'échanger avec elle le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

[316] § 4. (1) Lors du premier établissement de communication avec une station terrestre, toute station mobile peut, si elle le juge utile parce que des confusions sont à craindre, transmettre en toutes lettres son nom tel qu'il figure dans la nomenclature.

[317] (2) La station terrestre peut, au moyen de l'abréviation PTR, demander à la station mobile de lui fournir les indications ci-après:

a) distance approximative en milles marins et relèvement par rapport à la station terrestre ou bien position indiquée par la latitude et la longitude;

b) prochain lieu d'escale.

[318] (3) Les indications visées à l'alinéa (2) sont fournies après autorisation du commandant ou de la personne responsable du véhicule portant la station mobile et seulement dans le cas où elles sont demandées par la station terrestre.

[319] § 5. Dans les communications entre stations terrestres et stations mobiles, la station mobile se conforme aux instructions données par la station terrestre, dans toutes les questions relatives à l'ordre et à l'heure de transmission, au choix de la fréquence (longueur d'onde) et/ou du type d'onde, et à la suspension du travail. Cette prescription ne s'applique pas aux cas de détresse.

[320] § 6. Dans les échanges entre stations mobiles, et sauf dans le cas de détresse, la station appelée a le contrôle du travail, comme il est indiqué au § 5 ci-avant.

[321] § 7. (1) Lorsqu'une station appelée ne répond pas à l'appel émis trois fois, à des intervalles de deux minutes, l'appel doit cesser et il ne peut être repris que 15 minutes plus tard (5 minutes pour le service mobile de l'aéronautique). La station appelante, avant de recommencer l'appel, doit s'assurer que la station appelée n'est pas, à ce moment, en communication avec une autre station.

[322] (2) L'appel peut être répété à des intervalles moins longs, s'il n'est pas à craindre qu'il vienne brouiller des communications en cours.

[323] § 8. Lorsque le nom et l'adresse de l'exploitant d'une station mobile ne sont pas mentionnés dans la nomenclature ou ne sont plus en concordance avec les indications de celle-ci, il appartient à la station mobile de donner d'office à la station terrestre à laquelle elle transmet du trafic, tous les renseignements nécessaires, sous ce rapport, en utilisant, à cette fin, les abréviations appropriées.

Article 19.

Emploi des ondes dans le service mobile.

[324] § 1. (1) Dans les bandes comprises entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m), les seules ondes admises en type B sont les suivantes:

375, 410, 425, 454 et 500 kc/s (800, 730, 705, 660 et 600 m).

[325] (2) L'onde générale d'appel qui doit être employée par toute station de navire et toute côte travaillant en radiotélégraphie dans les bandes autorisées entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m), ainsi que par les aéronefs qui désirent entrer en communication avec une station côtière ou une station de navire, est l'onde de 500 kc/s (600 m) (A1, A2 ou B).

[326] (3) L'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde internationale d'appel pour les services aériens, sauf comme il est indiqué dans l'article 9, § 10 (2).

[327] (4) L'onde de 143 kc/s (2 100 m) (du type A1 seulement) est l'onde internationale d'appel employée dans les communications du service mobile à grande distance dans les bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1 875 m).

[328] (5) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale de détresse; elle est utilisée dans ce but par les stations de navire et par les stations d'aéronef qui demandent l'assistance des services maritimes. Elle ne peut être utilisée d'une manière générale que pour l'appel et la réponse ainsi que pour le trafic de détresse, les signaux et messages d'urgence et de sécurité.

[329] (6) Toutefois, à condition de ne pas troubler les signaux de détresse, d'urgence, de sécurité, d'appel et de réponse, l'onde de 500 kc/s (600 m) peut être utilisée:

[330] a) dans les régions de trafic intense pour la transmission d'un radiotélégramme unique et court;

[331] b) dans les autres régions, pour d'autres buts, mais avec discrétion.

[332] (7) En dehors de l'onde de 500 kc/s (600 m), l'usage des ondes de tous types comprises entre 485 et 515 kc/s (620 et 583 m) est interdit.

[333] (8) En dehors de l'onde de 143 kc/s (2 100 m), l'usage de toutes ondes comprises entre 140 et 146 kc/s (2 143 et 2 055 m) est interdit.

[334] (9) Les stations côtières et de navire travaillant dans les bandes autorisées entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m) doivent être en mesure de faire usage au moins d'une onde en plus de celle de 500 kc/s (600 m); quand une onde additionnelle est imprimée en caractères gras dans la nomenclature, elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes additionnelles ainsi choisies pour les stations côtières peuvent être les mêmes que celles des stations de bord ou peuvent être différentes. En tout cas, les ondes de travail des stations côtières doivent être choisies de manière à éviter les brouillages avec les stations voisines.

[335] (10) En dehors de leur onde normale de travail imprimée en caractères gras dans la nomenclature, les stations terrestres et de bord peuvent employer, dans les bandes autorisées, des ondes supplémentaires qui sont mentionnées en caractères ordinaires dans la nomenclature. Toutefois, la bande de fréquences de 365 à 385 kc/s (822 à 779 m) est réservée au service de la radiogoniométrie; elle ne peut être utilisée par le service mobile, pour la correspondance radiotélégraphique, que sous les réserves indiquées à l'article 7.

[336] (11) a) L'onde de réponse à un appel émis sur l'onde générale d'appel [voir § 1, (2)] est l'onde de 500 kc/s (600 m), la même que celle d'appel.

[337] b) L'onde de réponse à un appel, pour les stations d'aéronef et les stations aéronautiques travaillant dans la bande de 315 à 365 kc/s (952 à 822 m), est l'onde de 333 kc/s (900 m), la même que celle d'appel.

[338] (12) L'onde de réponse à un appel émis sur l'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde de 333 kc/s (900 m), la même que celle d'appel.

[339] (13) L'onde de réponse à un appel, pour les stations aéronautiques travaillant dans la bande de 315 à 365 kc/s (952 à 822 m), est l'onde de 333 kc/s (900 m), la même que celle d'appel.

¹⁾ Les régions de trafic intense sont indiquées par la nomenclature des stations côtières; ces régions sont constituées par les zones d'action des stations côtières indiquées comme n'acceptant pas le trafic sur 500 kc/s (600 m) (voir l'appendice 7).

[338] c) L'onde de réponse à un appel émis sur l'onde internationale d'appel de 143 kc/s (2 100 m) [voir § 1, (4)] est:

pour une station mobile, l'onde de 143 kc/s (2 100 m);
pour une station côtière, son onde normale de travail.

[339] § 2. (1) En vue d'augmenter la sécurité de la vie humaine sur mer (navires) et au-dessus de la mer (aéronefs), toutes les stations du service mobile maritime qui écoutent normalement les ondes des bandes autorisées entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m) doivent, pendant la durée de leurs vacances, prendre les mesures utiles pour assurer l'écoute sur l'onde de détresse [500 kc/s (600 m)] deux fois par heure, pendant trois minutes, commençant à x h 15 et à x h 45, temps moyen de Greenwich.

[340] (2) Pendant les intervalles indiqués ci-avant, en dehors des émissions envisagées à l'article 22 (§§ 22 à 28):

[341] A. Les émissions doivent cesser dans les bandes de 460 à 550 kc/s (652 à 545 m);

[342] B. Hors de ces bandes:

a) les émissions des ondes du type B sont interdites;

b) les autres émissions des stations du service mobile peuvent continuer; les stations du service mobile maritime peuvent écouter ces émissions sous réserve expresse que ces stations assurent d'abord la veille sur l'onde de détresse, comme il est prévu à l'alinéa (1) de ce paragraphe.

[343] § 3. Les appels dans les bandes autorisées entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m) et entre 315 et 365 kc/s (952 et 822 m) étant faits normalement sur les ondes internationales d'appel [§ 1, (2) et (3) ci-avant], les stations du service mobile ouvertes au service de la correspondance publique et utilisant pour leur travail des ondes de ces bandes doivent, pendant leurs heures de veille, rester à l'écoute sur l'onde d'appel de leur service. Ces stations, tout en observant les prescriptions de l'article 19, § 2, (1) et (2), et § 4, D, ne sont autorisées à abandonner cette écoute que lorsqu'elles sont engagées dans une communication sur d'autres ondes.

[344] § 4. Les règles ci-après doivent être suivies dans l'exploitation des stations du service mobile employant des ondes du type A1 des bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1 875 m):

[345] A. a) Toute station côtière assurant une communication sur une de ces ondes doit faire l'écoute sur l'onde de 143 kc/s (2 100 m), à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la nomenclature.

[346] b) La station côtière transmet tout son trafic sur l'onde ou sur les ondes qui lui sont spécialement attribuées.

[347] c) Une station côtière, à laquelle une ou plusieurs ondes comprises dans la bande de 125 à 150 kc/s (2 400 à 2 000 m) sont allouées, possède sur cette ou sur ces ondes un droit de préférence.

[348] d) Toute autre station du service mobile transmettant un trafic public sur cette ou sur ces ondes, et causant ainsi du brouillage à ladite station côtière, doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

[349] B. a) Lorsqu'une station mobile désire établir la communication sur une de ces ondes avec une autre station du service mobile, elle doit employer l'onde de 143 kc/s (2 100 m), à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la nomenclature.

[350] b) Cette onde, désignée comme onde générale d'appel, doit être employée exclusivement, dans l'Atlantique Nord:

1^o pour la production des appels individuels et des réponses à ces

appels;
2^o pour la transmission des signaux préalables à la transmission du trafic.

[351] C. Une station mobile, après avoir établi la communication avec une autre station du service mobile sur l'onde générale d'appel de 143 kc/s (2 100 m), doit, autant que possible, transmettre son trafic sur une autre onde quelconque des bandes autorisées, à condition de ne pas troubler le travail en cours d'une autre station.

[352] D. En règle générale, toute station mobile équipée pour le service sur les ondes du type A1 des bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1 875 m) et qui n'est pas engagée dans une communication sur une autre onde doit, en vue de permettre l'échange du trafic avec d'autres stations du service mobile, revenir chaque heure sur l'onde de 143 kc/s (2 100 m) pendant 5 minutes à partir de x h 35, temps moyen de Greenwich, durant les heures prévues, suivant la catégorie à laquelle appartient la station envisagée.

[353] E. a) Les stations terrestres doivent, autant que possible, transmettre les appels sous forme de listes d'appel; dans ce cas, les stations transmettent leurs listes d'appels à des heures déterminées, publiées dans la nomenclature, sur l'onde ou sur les ondes qui leur sont attribuées, dans les bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1 875 m), mais non sur l'onde de 143 kc/s (2 100 m).

[354] b) Les stations terrestres peuvent toutefois, appeler individuellement les stations mobiles à toute autre heure, en dehors des heures fixées pour l'émission des listes d'appels, selon les circonstances ou le travail qu'elles ont à effectuer.

[355] c) L'onde de 143 kc/s (2 100 m) peut être employée pour les appels individuels et sera, de préférence, utilisée dans ce but pendant la période indiquée au § 4, D.

[356] § 5. Les radiocommunications des stations aéronautiques et des stations d'aéronef sont échangées, en principe, de la façon suivante:

[357] 1. Pour les stations d'aéronef:

a) En radiotéléphonie (appel et travail) pour les aéronefs dont l'équipage ne comporte pas d'opérateur radiotélégraphiste.

b) En radiotélégraphie sur ondes entretenues pour les aéronefs dont l'équipage comporte un opérateur radiotélégraphiste.

Appel: ondes du type A2.

Travail: ondes du type A1 (le type A2 est admis dans le cas du travail sur ondes courtes).

[358] 2. Pour les stations aéronautiques:

a) En radiotéléphonie (appel et travail) lorsque la station doit communiquer avec un aéronef dont l'équipage ne comporte pas d'opérateur radiotélégraphiste.

b) En radiotélégraphie lorsque la station doit communiquer avec un aéronef dont l'équipage comporte un opérateur radiotélégraphiste.

Ondes du type A1 (appel et travail).

Les ondes du type A2 sont admises (appel et travail) dans le cas des ondes courtes.

Article 20.

Brouillages.

[359] § 1. (1) L'échange de signaux ou correspondances superflus est interdit à toutes les stations.

[360] (2) Des essais et des expériences sont tolérés dans les stations mobiles, s'ils ne troublent point le service d'autres stations. Quant aux stations autres que les stations mobiles, chaque administration apprécie, avant de les autoriser, si les essais ou expériences proposés sont susceptibles ou non de troubler le service d'autres stations.

[361] § 2. Il est recommandé de transmettre le trafic se rapportant à la correspondance publique sur des ondes du type A1, plutôt que sur des ondes du type A2 et sur des ondes du type B.

[362] § 3. Toutes les stations du service mobile sont tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie rayonnée nécessaire pour assurer une bonne communication.

[363] § 4. Sauf dans les cas de détresse, les communications entre stations de bord ne doivent pas troubler le travail des stations terrestres. Lorsque ce travail est ainsi troublé, les stations de bord qui en sont la cause doivent cesser leurs transmissions ou changer d'onde à la première demande de la station terrestre intéressée.

[364] § 5. Les signaux d'essais et de réglage doivent être choisis de telle manière qu'aucune confusion ne puisse se produire avec un signal, une abréviation, etc., d'une signification particulière définie par le présent Règlement ou par le Code International de Signaux.

[365] § 6. (1) Quand il est nécessaire d'émettre des signaux d'essais ou de réglage, et qu'il y a risque de troubler le service de la station terrestre voisine, le consentement de cette station terrestre doit être obtenu avant d'effectuer de telles émissions.

[366] (2) Une station quelconque effectuant des émissions pour des essais, des réglages ou des expériences doit transmettre son indicatif d'appel ou, en cas de besoin, son nom, à de fréquents intervalles au cours de ces émissions.

[367] § 7. L'administration ou l'entreprise qui formule une plainte en matière de brouillage doit, pour étayer et justifier celle-ci:

a) préciser les caractéristiques du brouillage constaté (fréquence, variations de réglage, indicatif du poste brouilleur, etc);

b) déclarer que le poste brouillé utilise bien la fréquence qui lui est attribuée;

c) faire connaître qu'elle emploie régulièrement des appareils de réception d'un type équivalent au type le meilleur utilisé dans la pratique courante du service dont il s'agit.

[368] § 8. Les administrations prennent les mesures qu'elles jugent utiles et qui sont compatibles avec leur législation intérieure, pour que les appareils électriques susceptibles de troubler sérieusement un service autorisé de radiocommunication soient employés de manière à éviter de telles perturbations.

Article 21.

Installations de secours.

[369] § 1. La Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer détermine quels sont les navires qui doivent être pourvus d'une installation de secours et définit les conditions à remplir par les installations de cette catégorie.

[370] § 2. Pour l'utilisation des installations de secours, toutes les prescriptions du présent Règlement doivent être observées.

Article 22.

Signal et trafic de détresse. Signaux d'alarme, d'urgence et de sécurité.

A. Généralités.

[371] § 1. Aucune disposition du présent Règlement ne peut faire obstacle à l'emploi, par une station mobile en détresse, de tous les moyens dont elle dispose pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.

[372] § 2. (1) La vitesse de transmission télégraphique dans les cas de détresse, d'urgence ou de sécurité ne doit pas, en général, dépasser 16 mots à la minute.

[373] (2) La vitesse de transmission du signal d'alarme est indiquée au § 21, (1).

B. Ondes à employer en cas de détresse.

[374] § 3. (1) Navires. — En cas de détresse, l'onde à employer est l'onde internationale de détresse, c'est-à-dire 500 kc/s (600 m) (voir article 19); elle doit être, de préférence, utilisée en type A 2 ou B. Les bâtiments qui ne peuvent émettre sur l'onde internationale de détresse utilisent leur onde normale d'appel.

[375] (2) Aéronefs. — Tout aéronef en détresse doit transmettre l'appel de détresse sur l'onde de veille des stations fixes ou mobiles susceptibles de lui porter secours: 500 kc/s (600 m) pour les stations du service maritime, 333 kc/s (900 m) pour les stations du service aéronautique [sauf comme il est indiqué à l'article 9, § 10, (2)]. Les ondes à employer sont du type A2 ou A3.

C. Signal de détresse.

[376] § 4. (1) En radiotélégraphie, le signal de détresse consiste dans le groupe **.....**; en radiotéléphonie, le signal de détresse consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la prononciation française de l'expression „m'aider“).

[377] (2) Ces signaux de détresse annoncent que le navire, l'aéronef, ou tout autre véhicule qui émet le signal de détresse est sous la menace d'un danger grave et imminent et demande une assistance immédiate.

D. Appel de détresse.

[378] § 5. (1) L'appel de détresse, lorsqu'il est émis par radiotélégraphie sur 500 kc/s (600 m), est, en règle générale, immédiatement précédé du signal d'alarme tel que ce dernier est défini au § 21, (1).

[379] (2) Lorsque les circonstances le permettent, l'émission de l'appel est séparée de la fin du signal d'alarme par un silence de deux minutes.

[380] (3) L'appel de détresse comprend:

le signal de détresse transmis trois fois,

le mot DE, et

l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse, transmis trois fois.

[381] (4) Cet appel a priorité absolue sur les autres transmissions. Toutes les stations qui l'entendent doivent cesser immédiatement toute transmission susceptible de troubler le trafic de détresse et écouter sur l'onde d'émission de l'appel de détresse. Cet appel ne doit pas être adressé à une station déterminée et ne donne pas lieu à l'accusé de réception.

E. Message de détresse.

[382] § 6. (1) L'appel de détresse doit être suivi aussitôt que possible du message de détresse. Ce message comprend l'appel de détresse, suivi du nom du navire, de l'aéronef ou du véhicule en détresse, des indications relatives à la position de celui-ci, à la nature de la détresse et à la nature du secours demandé et, éventuellement, de tout autre renseignement qui pourrait faciliter ce secours.

[383] (2) Lorsque, après avoir transmis son message de détresse, un aéronef ne peut signaler sa position, il s'efforce d'émettre son indicatif d'appel suffisamment longtemps pour permettre aux stations radiogoniométriques de déterminer sa position.

[384] § 7. (1) En règle générale, un navire ou un aéronef à la mer signale sa position en latitude et longitude (Greenwich), en employant des chiffres pour les degrés et les minutes, accompagnés de l'un des mots NORTH ou SOUTH et de l'un des mots EAST ou WEST; un point sépare les degrés des minutes. Eventuellement, le relèvement vrai et la distance en milles marins par rapport à un point géographique connu peuvent être donnés.

[385] (2) En règle générale, un aéronef en vol au-dessus de la terre signale sa position par le nom de la localité la plus proche, sa distance approximative par rapport à celle-ci, accompagnée, selon le cas, de l'un des mots NORTH, SOUTH, EAST ou WEST ou, éventuellement, des mots indiquant les directions intermédiaires.

[386] § 8. L'appel et le message de détresse ne sont émis que sur ordre du commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

[387] § 9. (1) Le message de détresse doit être répété, par intervalles, jusqu'à ce qu'une réponse soit reçue et, notamment, pendant les périodes de silence prévues à l'article 19, § 2.

[388] (2) Le signal d'alarme peut également être répété, si nécessaire.

[389] (3) Les intervalles doivent, toutefois, être suffisamment longs pour que les stations qui se préparent à répondre aient le temps de mettre leurs appareils émetteurs en marche.

[390] (4) Dans le cas où la station de bord en détresse ne reçoit pas de réponse à un message de détresse transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), le message peut être répété sur toute autre onde disponible, à l'aide de laquelle l'attention pourrait être attirée.

[391] § 10. De plus, une station mobile qui apprend qu'une autre station mobile est en détresse peut transmettre le message de détresse dans l'un des cas suivants:

[392] a) la station en détresse n'est pas à même de le transmettre elle-même;

[393] b) le commandant (ou son remplaçant) du navire, aéronef ou autre véhicule portant la station intervenante juge que d'autres secours sont nécessaires.

[394] § 11. (1) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile se trouvant, sans doute possible, dans leur voisinage doivent en accuser réception immédiatement (voir §§ 18 et 19 ci-après), en prenant soin de ne pas troubler la transmission de l'accusé de réception dudit message effectuée par d'autres stations.

[395] (2) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile qui, sans doute possible, n'est pas dans leur voisinage doivent laisser s'écouler un court laps de temps avant d'en accuser réception, afin de permettre à des stations plus proches de la station mobile en détresse de répondre et d'accuser réception sans brouillage.

F. Trafic de détresse.

[396] § 12. Le trafic de détresse comprend tous les messages relatifs au secours immédiat nécessaire à la station mobile en détresse.

[397] § 13. Tout radiotélégramme d'un trafic de détresse doit comprendre le signal de détresse transmis au début du préambule.

[398] § 14. La direction du trafic de détresse appartient à la station mobile en détresse ou à la station mobile qui, par application des dispositions du § 10, littéra a), a émis l'appel de détresse. Ces stations peuvent céder la direction du trafic de détresse à une autre station.

[399] § 15. (1) Lorsqu'elle le juge indispensable, toute station du service mobile à proximité du navire, de l'aéronef ou du véhicule en détresse peut imposer silence soit à toutes les stations du service mobile dans la zone, soit à une station qui troublerait le trafic de détresse. Dans les deux cas il est fait usage de l'abréviation réglementaire (QRT) suivie du mot DÉTRESSE; suivant le cas, les indications sont adressées „à tous“ ou seulement à une station.

[400] (2) Lorsque la station en détresse veut imposer silence, elle emploie la procédure qui vient d'être indiquée, en substituant le signal de détresse au mot DÉTRESSE.

[401] § 16. (1) Toute station qui entend un appel de détresse doit se conformer aux prescriptions du § 5, (4).

[402] (2) Toute station du service mobile qui a connaissance d'un trafic de détresse doit suivre ce trafic, même si elle n'y participe pas.

[403] (3) Pendant toute la durée d'un trafic de détresse, il est interdit à toutes les stations qui ont connaissance de ce trafic et qui n'y participent pas:

[404] a) d'employer l'onde de détresse [500 kc/s (600 m)] ou l'onde sur laquelle a lieu le trafic de détresse;

[405] b) d'employer des ondes du type B.

[406] (4) Une station du service mobile qui, tout en suivant un trafic de détresse dont elle a connaissance, est capable de continuer son service normal, peut le faire, lorsque le trafic de détresse est bien établi, dans les conditions suivantes:

[407] a) l'emploi des ondes indiquées en (3) est interdit;

[408] b) l'emploi des ondes du type A1, à l'exception de celles qui pourraient troubler le trafic de détresse, lui est permis;

[409] c) l'emploi des ondes des types A2 ou A3 ne lui est permis que dans la ou les bandes affectées au service mobile et qui ne comprennent pas de fréquence utilisée pour le trafic de détresse [la bande autour de 500 kc/s (600 m) s'étend de 385 à 550 kc/s (779 à 545 m)].

[410] § 17. Lorsque l'observation du silence n'est plus nécessaire ou que le trafic de détresse est terminé, la station qui a eu la direction de ce trafic transmet sur l'onde de détresse et, s'il y a lieu, sur l'onde utilisée pour ce trafic de détresse, un message adressé „à tous“ indiquant que le trafic de détresse est terminé. Ce message affecte la forme suivante:

l'appel à tous CQ (trois fois),
le mot DE,
l'indicatif d'appel de la station qui transmet le message,
le signal de détresse,
l'heure de départ du message,
le nom et l'indicatif d'appel de la station mobile qui était en détresse.,
les mots „trafic détresse terminé“.

G. Accusé de réception d'un message de détresse.

[411] § 18. L'accusé de réception d'un message de détresse est donné sous la forme suivante:

l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse (trois fois),
le mot DE,
l'indicatif d'appel de la station qui accuse réception (trois fois),
le groupe RRR,
le signal de détresse.

[412] § 19. (1) Toute station mobile qui donne l'accusé de réception à un message de détresse doit, sur ordre du commandant ou de son remplaçant, faire connaître, aussitôt que possible, les renseignements ci-après dans l'ordre indiqué:

son nom,
sa position dans la forme indiquée au § 7,
la vitesse maximum avec laquelle elle se dirige vers le navire (aéronef ou autre véhicule) en détresse.

[413] (2) Avant d'émettre ce message, la station devra s'assurer qu'elle ne brouille pas les émissions d'autres stations mieux placées pour apporter un secours immédiat à la station en détresse.

H. Répétition d'un appel ou d'un message de détresse.

[414] § 20. (1) Toute station du service mobile, qui n'est pas à même de fournir du secours et qui a entendu un message de détresse auquel il n'a pas été donné immédiatement d'accusé de réception, doit prendre toutes les dispositions possibles pour attirer l'attention des stations du service mobile qui sont en situation de fournir du secours.

[415] (2) Dans ce but, avec l'autorisation de l'autorité responsable de la station, l'appel de détresse ou le message de détresse peut être répété; cette répétition est faite à toute puissance soit sur l'onde de détresse, soit sur une des ondes qui peuvent être employées en cas de détresse (§ 3 du présent article); en même temps, toutes les dispositions nécessaires seront prises pour aviser les autorités qui peuvent intervenir utilement.

[416] (3) Une station qui répète un appel de détresse ou un message de détresse le fait suivre du mot DE et de son propre indicatif d'appel transmis 3 fois.

I. Signal d'alarme automatique.

[417] § 21. (1) Le signal d'alarme se compose d'une série de douze traits transmis en une minute, la durée de chaque trait étant de quatre secondes et la durée de l'intervalle entre deux traits de une seconde. Il peut être émis à la main ou par un appareil automatique.

[418] (2) Ce signal spécial a pour seul but de faire fonctionner les appareils automatiques donnant l'alarme. Il doit être employé uniquement soit pour annoncer qu'un appel ou message de détresse va suivre, soit pour annoncer une émission d'avis urgent de cyclone; dans ce dernier cas, il ne peut être employé que par les stations côtières dûment autorisées par leur gouvernement.

[419] (3) Dans les cas de détresse, l'emploi du signal d'alarme est indiqué au § 5, (1); dans le cas d'avis urgent de cyclone, l'émission de cet avis ne doit commencer que deux minutes après la fin du signal d'alarme.

[420] (4) Les appareils automatiques destinés à la réception du signal d'alarme doivent satisfaire aux conditions suivantes:

¹ répondre au signal d'alarme, même lorsque de nombreux postes travaillent, et aussi quand il y a du brouillage atmosphérique;

² n'être pas mis en action par des „atmosphériques“ ou par des signaux puissants autres que le signal d'alarme;

³ posséder une sensibilité égale à celle d'un récepteur détecteur-cristal relié à la même antenne;

⁴ avertir quand son fonctionnement cesse d'être normal.

[421] (5) Avant qu'un récepteur automatique d'alarme soit approuvé pour l'usage des navires, l'administration dont ils relèvent doit s'être assurée, par des expériences pratiques faites dans des conditions de brouillage convenables, que l'appareil satisfait aux prescriptions du présent Règlement.

[422] (6) L'adoption du type de signal d'alarme mentionné en (1) n'empêche pas une administration d'autoriser l'emploi d'un appareil automatique qui répondrait aux conditions fixées ci-avant et qui serait actionné par le signal de détresse

J. Signal d'urgence.

[423] § 22. (1) En radiotélégraphie, le signal d'urgence consiste en trois répétitions du groupe XXX, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs; il est émis avant l'appel.

[424] (2) En radiotéléphonie, le signal d'urgence consiste en trois répétitions de l'expression PAN (correspondant à la prononciation française du mot „panne“; il est émis avant l'appel).

[425] (3) Le signal d'urgence indique que la station appelante a un message très urgent à transmettre concernant la sécurité d'un navire, d'un aéronef, d'un autre véhicule ou celle d'une personne quelconque se trouvant à bord ou en vue du bord.

[426] (4) En particulier, un aéronef envoyant un message pour indiquer qu'il est en difficulté et sur le point d'atterrir (ou d'amerrir) obligatoirement, mais qu'il n'a pas besoin de secours immédiat, fait précéder son message du signal d'urgence.

[427] (5) Le signal d'urgence émis par un aéronef et non suivi d'un message signifie que l'aéronef est contraint d'atterrir (ou d'amerrir), ne peut transmettre de message, mais n'a pas besoin de secours immédiat.

[428] (6) Le signal d'urgence a la priorité sur toutes autres communications, sauf sur celles de détresse, et toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent prendre soin de ne pas brouiller la transmission du message qui suit le signal d'urgence.

[429] (7) Dans le cas où le signal d'urgence est employé par une station mobile, ce signal doit, en règle générale, être adressé à une station déterminée.

[430] § 23. Quand le signal d'urgence est employé, les messages que ce signal précède doivent, en règle générale, être rédigés en langage clair, sauf dans le cas des messages médicaux échangés entre des navires ou entre un navire et une station côtière.

[431] § 24. (1) Les stations mobiles qui entendent le signal d'urgence doivent rester à l'écoute pendant trois minutes au moins. Passé ce délai, et si aucun message d'urgence n'a été entendu, elles peuvent reprendre leur service normal.

[432] (2) Toutefois, les stations terrestres et de bord qui sont en communication sur des ondes autres que celle utilisée pour la transmission du signal d'urgence et de l'appel qui le suit peuvent continuer sans arrêt leur travail normal.

[433] § 25. (1) Le signal d'urgence ne peut être transmis qu'avec l'autorisation du commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

[434] (2) Dans le cas d'une station terrestre, le signal d'urgence ne peut être transmis qu'avec l'approbation de l'autorité responsable.

K. Signal de sécurité.

[435] § 26. (1) En radiotélégraphie, le signal de sécurité consiste en trois répétitions du groupe TTT, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs. Ce signal est suivi du mot DE et de trois fois l'indicatif d'appel de la station qui l'émet. Il annonce que cette station va transmettre un message concernant la sécurité de la navigation ou donnant des avertissements météorologiques importants.

[436] (2) En radiotéléphonie, le mot SÉCURITÉ (correspondant à la prononciation française du mot „sécurité“) répété trois fois est utilisé comme signal de sécurité.

[437] § 27. Le signal de sécurité et le message qui le suit sont transmis sur l'onde de détresse ou sur une des ondes qui peuvent éventuellement être employées en cas de détresse (voir § 3 du présent article).

[438] § 28. (1) Dans le service mobile maritime, en dehors des messages dont la transmission est faite à heure fixe, le signal de sécurité doit être transmis vers la fin de la première période de silence qui se présente (article 19, § 2) et le message est transmis immédiatement après la période de silence; dans les cas prévus à l'article 30, A, § 4, (3) et § 5, (1), B, § 7, le signal de sécurité et le message qui le suit doivent être transmis dans le plus bref délai possible, mais doivent être répétés, comme il vient d'être indiqué, à la première période de silence suivante.

[439] (2) Toutes les stations qui perçoivent le signal de sécurité doivent rester à l'écoute sur l'onde sur laquelle le signal de sécurité a été émis jusqu'à ce que le message ainsi annoncé soit terminé; elles doivent de plus observer le silence sur toute onde susceptible de brouiller le message.

[440] (3) Les règles précédentes sont applicables au service aérien, dans la limite où elles ne sont pas en opposition avec des arrangements régionaux assurant à la navigation aérienne une protection au moins égale.

Article 23.

Vacations des stations du service mobile.

[441] § 1. Afin de permettre l'application des règles indiquées ci-après, au sujet des heures de veille, toute station du service mobile doit avoir une montre précise et prendre les dispositions voulues pour que celle-ci soit correctement réglée sur le temps moyen de Greenwich.

A. Stations terrestres.

[442] § 2. (1) Le service des stations terrestres est, autant que possible, permanent (de jour et de nuit). Toutefois, certaines stations terrestres peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque administration ou exploitation privée, dûment autorisée à cet effet, fixe les heures de service des stations terrestres placées sous son autorité.

[443] (2) Les stations terrestres dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir:

¹ terminé toutes les opérations motivées par un appel de détresse;

² échangé tous les radiotélégrammes originaires ou à destination des stations mobiles qui se trouvent dans leur rayon d'action et ont signalé leur présence avant la cessation effective du travail.

[444] (3) Le service des stations aéronautiques est continu pendant toute la durée du vol dans le ou les secteurs du ou des parcours dont la station considérée assure le service des radiocommunications.

B. Stations de navire.

[445] § 3. (1) Pour le service international de la correspondance publique, les stations de navire sont classées, suivant la réglementation intérieure des administrations dont elles dépendent, en trois catégories:

[446] stations de première catégorie: ces stations effectuent un service permanent;

¹ Dans le service aéronautique le signal PAN est actuellement utilisé également comme signal radiotélégraphique d'urgence; dans ce cas, les 3 lettres doivent être bien séparées afin que les lettres AN ne se transforment pas en la lettre P.

[447] stations de deuxième catégorie: ces stations effectuent un service de durée limitée, tel qu'il est indiqué à l'alinéa (2) ci-après;

[448] stations de troisième catégorie: ces stations effectuent un service de durée plus limitée que celui des stations de deuxième catégorie ou un service dont la durée n'est pas fixée par le présent Règlement.

[449] (2) a) Les stations de navire classées dans la deuxième catégorie doivent assurer le service au moins pendant la durée qui leur est attribuée dans l'appendice 4. Il est fait mention de cette durée dans la licence.

[450] b) Dans le cas de courtes traversées, elles assurent le service pendant les heures fixées par l'administration dont elles dépendent.

[451] (3) Le cas échéant, les heures de service des stations de navire de la troisième catégorie peuvent être mentionnées dans la nomenclature.

[452] (4) En règle générale, lorsqu'une station côtière a du trafic en instance pour une station de navire de la troisième catégorie n'ayant pas d'heures fixes d'écoute et présumée dans le rayon d'action de la station côtière, celle-ci effectue des appels à la station de navire au cours de la première demi-heure des 1re et 3e périodes d'écoute des stations de navire de la deuxième catégorie effectuant un service de huit heures, conformément aux dispositions de l'appendice 4.

[453] § 4. (1) Les dispositions du § 2, alinéa (2) du présent article s'appliquent aux stations de navire strictement en ce qui concerne le service de détresse et, autant que possible, en conformité avec l'esprit de ce qui est dit sous le 2^o dudit alinéa.

[454] (2) Il appartient à chacun des gouvernements contractants d'assurer l'efficacité du service dans les stations de navire de sa nationalité, en exigeant la présence dans ces stations du nombre d'opérateurs nécessaires, compte tenu de sa réglementation intérieure en cette matière.

C. Stations d'aéronef.

[455] § 5. Pour le service international de la correspondance publique, les stations d'aéronef sont classées, suivant la réglementation intérieure des administrations dont elles dépendent, en deux catégories:

[456] stations de première catégorie: ces stations effectuent un service permanent;

[457] stations de deuxième catégorie: ces stations effectuent un service limité dont la durée n'est pas fixée par le présent Règlement.

D. Dispositions communes.

[458] § 6. (1) Une station mobile qui n'a pas de vacations déterminées doit communiquer à la station terrestre, avec laquelle elle est entrée en relation, l'heure de clôture et l'heure de réouverture de son service.

[459] (2) a) Toute station mobile dont le service est sur le point de fermer pour cause d'arrivée doit en avertir la station terrestre la plus proche et, s'il est utile, les autres stations terrestres avec lesquelles elle correspond en général. Elle ne doit prendre clôture qu'après liquidation du trafic en instance.

[460] b) Au moment de son départ, elle doit aviser de sa réouverture la ou les stations terrestres précitées.

E. Classe et nombre minimum d'opérateurs.

[461] § 7. En ce qui concerne le service international de la correspondance publique des stations mobiles, le personnel de ces stations devra comporter au moins:

[462] 1^o pour les stations de navire de la première catégorie: un opérateur titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1re classe;

[463] 2^o pour les stations de navire de la deuxième catégorie: un opérateur titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1re ou de 2e classe.

[464] 3^o a) pour les stations de navire de la troisième catégorie, sauf dans les cas prévus aux lettres b) et c) qui suivent, un opérateur qui a subi avec succès l'examen pour le certificat de radiotélégraphiste de 2e classe;

[465] b) pour les stations des navires auxquels l'installation radiotélégraphique n'est pas imposée par des accords internationaux, un opérateur titulaire d'un certificat spécial, répondant aux conditions de l'article 10, D, § 6, (1);

[466] c) pour les stations des navires munis d'une installation radiotéléphonique de faible puissance, un opérateur titulaire d'un certificat de radiotéléphoniste, répondant aux conditions de l'article 10, E, § 7;

[467] 4^o a) pour les stations d'aéronef, sauf dans les cas prévus aux alinéas b) et c) qui suivent, un opérateur titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1re ou de 2e classe, suivant les dispositions d'ordre intérieur prises par les gouvernements dont dépendent ces stations;

[468] b) pour les stations des aéronefs auxquels l'installation radiotélégraphique n'est pas imposée par des accords internationaux, un opérateur titulaire d'un certificat spécial répondant aux conditions de l'article 10, D, § 6, (1);

[469] c) pour les stations des aéronefs munis d'une installation radiotéléphonique de faible puissance, un opérateur titulaire d'un certificat de radiotéléphoniste, répondant aux conditions de l'article 10, E, § 7.

Article 24.

Ordre de priorité des communications dans le service mobile.

[470] L'ordre de priorité des radiocommunications dans le service mobile est le suivant:

1^o appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse;

2^o communications précédées d'un signal d'urgence;

3^o communications précédées du signal de sécurité;

4^o communications relatives aux relevements radiogoniométriques;

5^o radiotélégrammes d'Etat pour lesquels le droit de priorité n'a pas été abandonné;

6^o toutes les autres communications.

Article 25.

Indication de la station d'origine des radiotélégrammes.

[471] § 1. Lorsque, par suite d'homonymie, le nom d'une station est suivi de l'indicatif de cette station, cet indicatif est séparé du nom de la station par une barre de fraction. Exemple: Oregon/OZOC (et non Oregonozoc); Rose/DDOR (et non Roseddor).

[472] § 2. Lors de la réexpédition sur les voies de communication du réseau général d'un radiotélégramme reçu d'une station mobile, la station terrestre transmet, comme origine, le nom de la station mobile d'où émane le radiotélégramme, tel que ce nom figure à la nomenclature, suivi du nom de ladite station terrestre.

[473] § 3. La station terrestre peut, si elle le juge utile, compléter l'indication du nom de la station mobile d'origine par le mot „navire” ou „avion” ou „dirigeable” placé avant le nom de ladite station d'origine, en vue d'éviter toute confusion avec un bureau télégraphique ou une station fixe de même nom.

Article 26.

Direction à donner aux radiotélégrammes.

[474] § 1. (1) En règle générale, la station mobile qui fait usage d'ondes du type A2, A3 ou B comprises dans la bande de 365 à 515 kc/s (822 à 583 m) transmet ses radiotélégrammes à la station terrestre la plus proche. En vue d'accélérer ou de faciliter la transmission des radiotélégrammes elle peut cependant les transmettre à une autre station mobile. Cette dernière traite les radiotélégrammes ainsi reçus comme ceux déposés chez elle-même (voir également article 7 du Règlement additionnel).

[475] (2) Toutefois, lorsque la station mobile peut choisir entre plusieurs stations terrestres se trouvant approximativement à la même distance, elle doit donner la préférence à celle qui est située sur le territoire du pays de destination ou de transit normal des radiotélégrammes. Quand la station choisie n'est pas la plus proche, la station mobile doit cesser le travail ou changer de type ou de fréquence d'émission à la pre-

mière demande faite par la station terrestre du service intéressé qui est réellement la plus proche, demande motivée par le brouillage que ledit travail cause à celle-ci.

[476] § 2. Les stations mobiles utilisant soit des ondes du type A1, soit des ondes du type A2 ou A3, en dehors de la bande de 365 à 515 kc/s (822 à 583 m) doivent, en règle générale, donner la préférence à la station terrestre établie sur le territoire du pays de destination ou du pays qui paraît devoir assurer le plus rationnellement le transit des radiotélégrammes.

[477] § 3. Si l'expéditeur d'un radiotélégramme déposé dans une station mobile a désigné la station terrestre à laquelle il désire que son radiotélégramme soit transmis, la station mobile doit, pour effectuer cette transmission à la station terrestre indiquée, attendre éventuellement que les conditions prévues aux paragraphes précédents soient remplies.

Article 27.

Comptabilité des radiotélégrammes.

A. Etablissement des comptes.

[478] § 1. En principe, les taxes terrestres et de bord n'entrent pas dans les comptes télégraphiques internationaux.

[479] § 2. Les gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec les exploitations privées intéressées des arrangements différents, en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité, notamment l'adoption, autant que possible, du système sous lequel les taxes terrestres et de bord suivent les radiotélégrammes de pays à pays, par la voie des comptes télégraphiques.

[480] § 3. Sauf arrangement différent, suivant les dispositions du § 2 ci-avant, les comptes concernant ces taxes sont établis mensuellement par les administrations dont dépendent les stations terrestres et communiqués par elles aux administrations intéressées.

[481] § 4. Dans le cas où l'exploitant des stations terrestres n'est pas l'administration du pays, cet exploitant peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'administration de ce pays.

[482] § 5. Pour les radiotélégrammes originaires des stations de bord, l'administration dont dépend la station terrestre débite l'administration dont dépend la station de bord d'origine des taxes terrestres, des taxes afférentes aux parcours sur le réseau général des voies de télécommunication — qui seront dorénavant appelées taxes télégraphiques —, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes terrestres et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes perçues pour la remise par exprès, par poste ou par poste-avion et des taxes perçues pour les copies des télégrammes multiples. Pour la transmission sur les voies de communication télégraphiques, les radiotélégrammes sont traités, au point de vue des comptes, conformément au Règlement télégraphique.

[483] § 6. Pour les radiotélégrammes à destination d'un pays situé au delà de celui auquel appartient la station terrestre, les taxes télégraphiques à liquider, conformément aux dispositions ci-avant, sont celles qui résultent soit des tableaux des tarifs afférents à la correspondance télégraphique internationale, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les administrations de pays limitrophes et publiés par ces administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues en appliquant des minima par télégramme ou des méthodes d'arrondir les prix par télégramme de quelque manière que ce soit.

[484] § 7. Pour les radiotélégrammes à destination des stations de bord, l'administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement par celle dont dépend la station terrestre des taxes terrestres et de bord plus les taxes terrestres et de bord applicables au collationnement, mais seulement dans le cas où le radiotélégramme a été transmis à la station de bord. Toutefois, dans le cas visé au § 4 de l'article 9 du Règlement additionnel, l'administration dont dépend le bureau d'origine est débitée de la taxe terrestre par celle dont dépend la station terrestre. L'administration dont dépend le bureau d'origine est toujours débitée, de pays à pays, s'il y a lieu, par la voie des comptes télégraphiques, et par l'administration dont dépend la station terrestre, des taxes totales afférentes aux réponses payées et des taxes télégraphiques afférentes au collationnement. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste ou par poste-avion, et aux copies des télégrammes multiples, il est opéré, pour ce qui regarde les comptes télégraphiques, conformément à la procédure télégraphique normale. L'administration dont dépend la station terrestre crédite, pour autant que le radiotélégramme ait été transmis, celle dont dépend la station de bord destinataire: a) de la taxe de bord; b) s'il a lieu, des taxes revenant aux stations de bord intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, des taxes perçues pour les copies des télégrammes multiples et des taxes perçues pour la remise par poste ou par poste-avion.

[485] § 8. Les avis de service taxés et les réponses aux radiotélégrammes avec réponse payée sont traités, à tous égards, dans les comptes du service mobile comme les autres radiotélégrammes.

[486] § 9. Pour les radiotélégrammes échangés entre stations de bord

[487] a) par l'intermédiaire d'une seule station terrestre:

L'administration dont dépend la station terrestre débite celle dont dépend la station de bord d'origine: de la taxe terrestre, de la taxe télégraphique territoriale s'il y a lieu et de la taxe de la station de bord de destination. Elle crédite l'administration dont dépend la station de bord de destination de la taxe de bord revenant à cette station.

[488] b) par l'intermédiaire de deux stations terrestres:

L'administration dont dépend la première station terrestre débite celle dont dépend la station de bord d'origine de toutes les taxes perçues, déduction faite des taxes revenant à cette station de bord. L'administration dont dépend la seconde station terrestre débite directement l'administration dont dépend la première station terrestre des taxes afférentes à la transmission à la station mobile de destination, mais seulement dans le cas où cette transmission a été effectuée.

[489] § 10. Pour les radiotélégrammes qui sont acheminés, à la demande de l'expéditeur, en recourant à une ou deux stations de bord intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station de bord de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à une station de bord, ou la station de bord d'origine quand le radiotélégramme provient d'une station de bord, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

B. Echange, vérification et liquidation des comptes.

[490] § 11. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations de bord se fait directement entre les exploitants de ces stations, l'exploitant dont dépend la station d'origine étant débité par celui dont dépend la station de destination.

[491] § 12. En principe, les comptes mensuels servant de base à la comptabilité des radiotélégrammes, visés au présent article, sont établis, en utilisant autant que possible le relevé modèle qui fait l'objet de l'appendice 11, par station de bord et d'après le nombre mensuel de mots des radiotélégrammes de même origine pour une même destination, échangés avec une même station terrestre. Les comptes sont envoyés dans un délai de trois mois à partir du mois auquel ils se rapportent.

[492] § 13. La notification de l'acceptation d'un compte ou des observations y relatives a lieu dans un délai de six mois prenant cours à la date de son envoi.

[493] § 14. Les délais mentionnés dans les deux paragraphes précédents peuvent dépasser les périodes fixées quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport postal des documents entre les stations terrestres et les administrations dont elles dépendent. Néanmoins, la liquidation et le règlement des comptes présentés plus de dix-huit mois après la date de dépôt des radiotélégrammes auxquels ces comptes se rapportent peuvent être refusés par l'administration débitrice.

[494] § 15. Sauf entente contraire, les dispositions suivantes sont applicables aux comptes radiotélégraphiques visés au présent article.

[495] § 16. (1) Les comptes mensuels sont admis sans revision quand la différence entre les comptes dressés par les deux administrations intéressées ne dépasse pas un pour cent (1%) du compte de l'administration créditrice, pourvu que le montant de ce compte ne soit pas supérieur à cent mille francs (100 000 fr.); lorsque le montant du compte dressé par l'administration créditrice est supérieur à cent mille francs (100 000 fr.), la différence ne doit pas dépasser une somme totale comprenant:

¹⁰ 10% des premiers cent mille francs (100 000 fr.);

²⁰ 0,5% du surplus du montant du compte.

[496] Toutefois, si la différence ne dépasse pas vingt-cinq francs (25 fr.), le décompte devra être accepté.

[497] (2) Une revision commencée est arrêtée dès que, à la suite d'échanges d'observations entre les deux administrations intéressées, la différence a été ramenée à une valeur ne dépassant pas le maximum fixé par le premier alinéa de ce paragraphe.

[498] § 17. (1) Immédiatement après l'acceptation des comptes afférents au dernier mois d'un trimestre, un compte trimestriel, faisant ressortir le solde pour l'ensemble des trois mois du trimestre, est, sauf arrangement contraire entre les deux administrations intéressées, dressé par l'administration créditrice et transmis en deux exemplaires à l'administration débitrice qui, après vérification, renvoie l'un des deux exemplaires revêtu de son acceptation.

[499] (2) A défaut d'acceptation de l'un ou l'autre des comptes mensuels d'un même trimestre avant l'expiration du 6e mois qui suit le trimestre auquel ces comptes se rapportent, le compte trimestriel peut, néanmoins, être dressé par l'administration créditrice en vue d'une liquidation provisoire qui devient obligatoire pour l'administration débitrice dans les conditions fixées par le § 18 ci-après. Les rectifications reconnues ultérieurement nécessaires sont comprises dans une liquidation trimestrielle subséquente.

[500] § 18. Le compte trimestriel doit être vérifié et le montant doit en être payé dans un délai de six semaines à dater du jour où l'administration débitrice l'a reçu. Passé ce délai, les sommes dues à une administration par une autre sont productives d'intérêts à raison de 6% par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

[501] § 19. (1) Sauf entente contraire, le solde du compte trimestriel est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice, en or ou au moyen de chèques ou de traites payables à vue et établis pour un montant équivalent à la valeur du solde exprimé en francs-or.

[502] (2) En cas de paiement au moyen de chèques ou de traites, ces titres sont établis en monnaie d'un pays où la banque centrale d'émission ou une autre institution officielle d'émission achète et vend de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement. Si les monnaies de plusieurs pays répondent à ces conditions, il appartient à l'administration créditrice de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion est faite au pair des monnaies d'or.

[503] (3) Dans le cas où la monnaie d'un pays créateur ne répond pas aux conditions prévues ci-avant sous (2), et si les deux pays se sont mis d'accord à ce sujet, les chèques ou traites peuvent aussi être exprimés en monnaie du pays créateur. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or en monnaie d'un pays répondant aux conditions susvisées. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du pays débiteur, et de celle-ci dans la monnaie du pays créateur, au cours de la bourse de la capitale ou d'une place commerciale du pays débiteur au jour de la remise de l'ordre d'achat du chèque ou de la traite.

[504] § 20. Les frais de paiement sont supportés par l'administration débitrice.

[505] § 21. Les originaux des radiotélégrammes et les documents de comptabilité y relatifs sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent et, dans tous les cas, au moins pendant dix mois, à compter du mois qui suit le dépôt du radiotélégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

Article 28.

Service radioaérien de correspondance publique.

[506] Sauf arrangements spéciaux (article 13 de la Convention), les dispositions du présent Règlement visant la procédure d'échange et de comptabilité des radiocommunications sont applicables, d'une façon générale, au service radioaérien de correspondance publique.

Article 29.

Service des stations radiotéléphoniques mobiles de faible puissance.*

[507] § 1. Les dispositions suivantes ne concernent que le service des stations radiotéléphoniques mobiles dont la puissance d'onde porteuse dans l'antenne ne dépasse pas 100 watts (sauf accords régionaux prévus à l'article 10, § 7, (4) du présent Règlement) à l'intérieur de la bande de 1530 à 2000 kc/s (196,1 à 150 m).

[508] § 2. Le service d'une telle station doit être assuré par un opérateur titulaire d'un certificat de radiotéléphoniste (article 10, § 7 du présent Règlement).

[509] § 3. (1) Pour appeler les stations côtières, l'indicatif d'appel ou le nom géographique du lieu, tel qu'il figure dans la nomenclature des stations côtières et de navire ou dans la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux, peut être employé comme indicatif d'appel radiotéléphonique.

[510] (2) Pour appeler les stations de navire, on peut employer comme indicatif d'appel radiotéléphonique soit le nom du navire, soit un indicatif d'appel établi conformément à l'article 14 du présent Règlement.

[511] (3) Dans les cas où le nom et la nationalité du navire ne peuvent être établis avec certitude, l'indicatif d'appel ou le nom sera précédé du nom du propriétaire.

[512] § 4. (1) L'onde de 1650 kc/s (182 m) est une onde d'appel pour le service mobile de radiotéléphonie. Elle peut être utilisée dans les conditions visées à l'article 7, § 7 [tableau, notes¹¹) et 13]). Cette dispositions n'exclut pas l'emploi des autres fréquences qui peuvent être fixées par les administrations pour le service radiotéléphonique avec des stations côtières ou des stations de navire désignées par elles.

[513] (2) Les stations côtières et de navire qui utilisent l'onde d'appel de 1650 kc/s (182 m) devront disposer d'au moins une autre onde dans la bande de 1530 à 2000 kc/s (196,1 à 150 m). Cette deuxième onde sera imprimée en caractères gras dans la nomenclature des stations pour indiquer qu'elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes de travail de ces stations devront être choisies de manière à éviter les brouillages avec les autres stations de radiocommunication.

[514] (3) En dehors de leur onde normale de travail, les stations côtières et de navire peuvent employer, dans la bande mentionnée, des ondes supplémentaires. Ces ondes sont indiquées dans la nomenclature en caractères ordinaires.

[515] § 5. (1) En cas de détresse, s'il n'est pas possible d'utiliser pour la radiotéléphonie l'onde générale de détresse de 500 kc/s (600 m), l'onde de 1650 kc/s (182 m) peut être employée pour l'appel et le trafic de détresse. La station peut également employer toute autre onde pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.

[516] (2) Le signal de détresse radiotéléphonique consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la prononciation française de l'expression „m'aider“).

[517] § 6. Dans la mesure où cela sera pratique et raisonnable, on appliquera au service radiotéléphonique mobile les dispositions concernant le service radiotélégraphique et, en particulier, les dispositions relatives aux brouillages, aux services de détresse, d'urgence, de sécurité, à la clôture du service et aux appels (articles 16, 20, 22, 23 et 18 du présent Règlement).

[518] § 7. Dans le service des stations radiotéléphoniques mobiles à faible puissance, la procédure indiquée dans l'appendice 12 du présent Règlement peut être appliquée.

* Le cas échéant, ces dispositions peuvent être appliquées aux stations d'aéronautique.

(Turpinājums sekos.)

Valsts Prezidents Dr. K. Ulmanis un valdības locekļi godina Latvijas neatkarības izcīnītājus.

Valsts Prezidents Dr. K. Ulmanis ar valdības locekļiem šodien ieradās Brāļu kapos, lai sakārā ar Latvijas ievēšanu Tautu Savienības padomē noliktu vaiņagu mūsu kritušo brīvības cīnītāju atdusas vietā.

Valsts Prezidentu un valdības locekļus pie Brāļu kapu ieejas sagaidīja armijas komandiera v. i. štāba priekšnieks ģen. M. Hartmanis, štāba priekšnieka palīgs ģen. R. Dambītis, Rīgas garnizona priekšnieka v. i. ģen. Kurelis, apgādes pārvaldes priekšnieks ģen. J. Ruškevičs, Rīgas pilsētas komandants plkv. V. Malceņičs, eskadras komandieris jūras kapteinis T. Spāde un cita augstākā armijas vadība.

Valsts Prezidents uz Brāļu kapu altāra nolika nacionālās krāsas darinātu vaiņagu ar uzrakstu: „Kritušiem brīvības cīņu varoņiem, Latvijai ieejot Tautu Savienības padomē“. Noliekot vaiņagu, Prezidents sacīja:

„Katrreiz, kad mēs savas brīvības un neatkarības gaitās esam nostaigājuši no- teiktu postu, mēs atnākam še uz šo vietu. Tapat, kad mūsu brīvības un neatkarības gaitās mēs nonākam pie kāda ievērojama, svarīga cēla pagrieziena, arī mēs atnākam še. Un tāpēc arī šodien mēs še esam at- nākuši, pēc tam, kad valsts ir ievēlota Tau- tu Savienības padomē par locekli. Mums ir šis notikums jāatzīst kā atzinības un goda parādījums, ka mēs arī esam gatavi uzņemt tos pienākumus jaunajā vietā, kurus mums uzliks mūsu iekarotā brīvība. Mēs

esam atnākuši še, lai arī šoreiz izteiktu šī- nī vietā savu pateicību un savu godināju- mu tiem mūsu brāļiem, kuri par mūsu tau- tas brīvību un valsts neatkarību ir savas dzīvības atdevuši.

Mēs valdības vārdā noliekam šo vaiņagu kā mūsu pateicības un godināšanas zīmi.“

Pēc tam Valsts Prezidents un valdība devās uz mūsu pirmā ārlietu ministra Z. Meierovica dusas vietu, kur arī no- lika vaiņagu. Noliekot vaiņagu, Valsts Prezidents teica:

„Šīnī brīdī, kad mūsu pirmā ārlietu mi- nistra Zigfrīda Meierovica ievadītā un no- sprautā ārpolitika ir atradusi jaunu ap- stiprinājumu un savas pareizības pierādi- jumu, kad mēs atkal redzam, ka šī poli- tika, turpinata visus šos gadus, ir atradusi jaunu vaiņagojumu, — tad mēs šīnī dienā, kad mēs atceramies un domājam par Lat- vijas ievēšanu Tautu Savienības padomē, esam atnākuši še pie šī kapa, lai arī šīnī gadījumā, šīnī brīdī nolikdami vaiņagu, mēs atminētu mūsu pirmo ārlietu ministri, atminētu un godinātu viņa lielo un palie- košo darbu. Šis vaiņags lai mums pašiem rāda, un rāda arī tiem, kas pie šīs vietas apstājas, ka Meierovica sāktais darbs iet plašumā un ka mēs esam arvien gatavi bijuši un būsim šo darbu turpināt un viņa sāktās lietas izkopt.“

Uz vaiņaga nacionālo krāsu lentām rak- stīts: „Pirmajam ārlietu ministram Z. A. Meierovicam, Latvijai ieejot Tautu Sa- vienības padomē.“

LTA.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Pārgrozījumi

papildus saistošos noteikumus par dzirnavas pārstrādājamo labību.

„Papildus saistošos noteikumus par dzir- navas pārstrādājamo labību“ („Valdības Vēstneša“ 1936. g. 229. num.) 1. panta beid- dzamās 2. rindkopas izteikti šādi:

kaltētiem kviešiem . . . Ls 230,— tonnā
nekalētiem kviešiem . . . „ 225,— tonnā
Pārgrozījumi stājas spēkā izsludinā- šanas dienā.

Rīga, 1936. g. 15. oktobrī.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Labības biroja direktors A. Kaksis.

Apstiprinu

1936. g. 13. oktobrī.

Kaŗa ministrs ģenerālis J. Balodis.

Pārgrozījumi

instrukcijā par karavīru atvaļināšanu no aktīvā kara dienesta, līdz turpmākam ri- kojumam atvaļināto karavīru, rezervistu un zemessargu reģistrāciju, kontroli un iesaukšanu apmācībā.

Instrukcijā par karavīru atvaļināšanu no aktīvā kara dienesta, rezerves karavīru reģistrāciju, kontroli un iesaukšanu apmā- cībā („Vald. Vēstn.“ 1924. g. 248.—261. num.) ievest šādus pārgrozījumus:

1. 61., 62., 63. un 64. pantus izteikt šādi:

61. Mobilizācijas gadījumā no ierašanās karaspēka sapulcēšanās vietās atsvabināti rezerves karavīri:

a) kas kalpo karaspēka daļās, kara iestā- dēs vai kara resora uzņēmumos uz brīva līguma štatos paredzētos ama- tos (Karaklausības lik. 122. p. 1. pk.);

b) karaspēka daļu, kara iestāžu un kara resora uzņēmumu amatnieki un kva- lificētie strādnieki, kas šīs daļās, iestādēs vai uzņēmumos nokalpojuši uz brīva līguma virs štatos paredzē- tiem amatiem ne mazāk par 3 mēne- šiem (Karakl. lik. 122. p. 2. pk.);

c) civilresoru amatpersonas pēc Mini- stru kabineta apstiprināta amatu sa- raksta (Karakl. lik. 123. p. a. pk.);

d) civilresoru vai privātu uzņēmumu vai iestāžu darbinieki speciālisti pēc Mi- nistru kabineta apstiprināta amatu saraksta (Karakl. lik. 123. p. b. pk. un noteikumu par tirdzniecības-rūpniecī- bas mob. 2. p.);

e) satiksmes resora, dzelzceļu policijas un privātu dzelzceļu darbinieki pēc kara ministra apstiprināta amatu sa- raksta (Lik. par valsts satiksmes un valsts sakaru līdzekļu mobilizāciju kara vajadzībām 3. p.);

f) ūdens satiksmes līdzekļu un ostu ierī- ču darbinieki pēc kara ministra ap- stiprināta amatu saraksta (Lik. par ūdens satiksmes līdzekļu un ostu ierī- ču mobilizāciju kara vajadzībām 1. panta piezīme);

g) Zemkopības ministrijas meteoroloģi- kā biroja un tā iestāžu darbinieki pēc kara ministra apstiprināta amatu sa- raksta (Noteikumi par Zemkopības ministrijas meteoroloģ. biroja mob. kara vajadzībām 2. p.).

62. Par rezerves karavīriem, kuri pie- nemti 61. pantā norādītos amatos, sasta- dami pēc 18. parauga saraksti. Sarakstus sastāda:

1) karaspēka daļās, kara iestādes un uz- ņēmumi,

2) sekošas valsts un pašvaldību iestādes un amatpersonas:

a) Valsts Prezidenta sekretāriāts,

b) Valsts kanceleja,

c) Kodifikācijas nodaļa,

d) Valsts kontroles kanceleja,

e) Valsts statistiskā pārvalde,

f) Ārlietu ministrijas Administratīvi- juridiskais departaments,

g) Finanču ministrijas Valsts saimniecī- cības departaments, Tirdzniecības un rūpniecības departaments, No- dokļu departaments, Muitas departa- ments, Jūrniecības departa- ments, Latvijas banka, Valsts zemes banka un Latvijas hipoteku banka.

h) Iekšlietu ministrijas Pašvaldības departaments, Administratīvais departaments, Aizsargu štābs, Būvniecības pārvalde, Kriminālās policijas pārvalde, Politiskā pār- valde, dzelzceļu policijas priekš- nieks, prefekti, apriņķu priekšnie- ki, apriņķu lauku pašvaldību ve- cākie un pilsētu valdes,

i) Izglītības ministrijas vispārīgā da- ļa, Skolu departaments, Latvijas universitāte, Latvijas mākslas akadēmija un Latvijas konservā- torija,

k) Satiksmes ministrijas sekretāriāts, Valsts dzelzceļu virsvaldes mobi- lizācijas birojs, Soseju un zemes- ceļu departaments, Pasta un tele- grafa departaments, Liepājas - Aizputes dzelzceļa un Valmieras šaursliežu pievedceļa valdes,

l) Tautas labklājības ministrijas sek- retāriāts, Veselības departaments, Farmācijas pārvalde, apriņķu ārsti, Sarkanais krusts, valsts psihiat- risko slimnīcu, leprozoriju, sana- toriju, pilsētu, kā arī apriņķu slim- nīcu direktori vai vadītāji,

m) Tieslietu ministrijas Tiesu departa- ments, Senāta virsprokurors, Tie- su palātas priekšsēdētājs, Tiesu palātas prokurors, apgabaltiesu priekšsēdētāji un prokurori, Cie- tumu departaments un cietumu priekšnieki,

n) Zemkopības ministrijas sekretā- riāts;

3) kara laikā armijas vajadzībām kal- pojošo civilresoru un privātu tirdzniecī- cības un rūpniecības uzņēmumu vai iestāžu vadītāji.

63. 62. pantā minētām iestādēm un amatpersonām pienāks:

- 1) sastādīt sarakstus, klatpieliekot sarakstā minēto personu karaklausības apliecības, 14 dienu laikā no pieņemšanas laika amatā vai pēc likuma un amatu sarakstos noteikta laika nokalpošanas piesūtīt kara aprīnka pārvaldei, kurā rezerves karavīrs reģistrēts;
- 2) ziņot kara aprīnka priekšniekam, kuram nosūtīts 1. punktā minētais saraksts par izstāšanās no ieņemama amata, norādot izstāšanās laiku un klatpieliekot karaklausības aplieciību;
- 3) ziņot kara aprīnka priekšniekam pie pārmājinām amatos, uzrādot darbinieka vārdu, uzvārdu un ieņemamo amatu.

64. Saņemot 63. pantā minēto sarakstu vai paziņojumus par izstāšanos no amata vai pārmājinām amatos, kara aprīnka pārvalde izpilda sekošo:

- 1) ja rezerves karavīri pieņemti amatos, kas mobilizācijas gadījumā atsvabinā viņus no ierašanās kara aprīnka sapulcēšanās vietās ieraksta reģistrācijas grāmatas 8. ailē un karaklausības apliecības 5. lapas pusē atzīmes (17. paraugs) un apliecības 7 dienu laikā nosūta atpakaļ iestādēm izsniegšanai rezerves karavīriem;
- 2) ja ziņots par pārmājinām amatos — ieraksta reģistrācijas grāmatas 8. ailē šīs pārmājinās;
- 3) ja ziņots par izstāšanos no ieņemamiem amatiem — stripo atzīmi reģistrācijas grāmatas 8. ailē un karaklausības apliecībās.

Ja rezerves karavīri, kuri atsvabināti no ierašanās sapulcēšanās vietā, pāriet uz dzīvi citā kara aprīnki, kara aprīnka priekšnieks, kā aprīnka robežās viņi dzīvojuši, pēc paziņojuma saņemšanas no jaunās dzīves vietas kara aprīnka priekšnieka (instrukc. 57. p.), stripo atzīmi reģistrācijas grāmatas 8. ailē un paziņo jaunajam kara aprīnka priekšniekam, ka mobilizācijas gadījumā viņi atsvabināti no ierašanās sapulcēšanās vietā.

II. Levest no jauna šādus 64¹, 64², 64³, un 64⁴ pantus:

64¹. Par aizsargiem, kuriem mobilizācijas gadījumā nav jāierodas kara aprīnka sapulcēšanās vietās (noteikumu aizsargu organizācijas pāriešanai kara resora rīcībā ar mobilizācijas izsludināšanu 3. p.), aprīnka priekšnieks piesūta sarakstu kara aprīnka priekšniekam, kurā aprīnka robežās viņi reģistrēti. Sarakstā jāuzrāda uzvārdi, vārdi, dzimšanas gadi, dzimš. vietas un kādās vienības viņi sastāv.

64². Saņemot 64¹. pantā minēto sarakstu, kara aprīnka pārvalde ieraksta reģistrācijas grāmatas ailē „piezīmes” atzīmi: „mobilizācijas gadījumā ierodas Armijas štāba noteiktā sapulcēšanās vietā”.

64³. Ja kāds aizsargs tiek stripots saraksta vai pāriet uz dzīvi cita kara aprīnki, aprīnka priekšnieks paziņo par to kara aprīnka priekšniekam atzīmes stripošanai reģistrācijas grāmatā.

64⁴. Saņemis rīkojumu par mobilizācijas izsludināšanu, kara aprīnka priekšnieks pārtrauc atzīmju izdarišanu par rezerves karavīru atsvabināšanu no ierašanās kara aprīnka sapulcēšanās vietās.

- Ar šo atcelti:
 - a) instrukcija par satiksmes un sakaru darbinieku atsevišķo reģistrāciju („Vald. Vēstn.” 1928. g. 14. num.) un
 - b) pārgrozījumi instrukcijā par satiksmes un sakaru darbinieku atsevišķo reģistrāciju („Vald. Vēstn.” 1929. g. 255. num.).

Armijas komandieris ģenerālis B e r k i s. Armijas štāba priekšsn. ģenerālis H a r t m a n i s.

17. paraugs pie 64. panta.

Mobilizācijas gadījumā no ierašanās kara aprīnka sapulcēšanās vietās atsvabināto rezerves karavīru karaklausības apliecībās iespējamo spaidogu paraugi:

1. spaidogs:

Mobilizācijas gadījumā atsvabināts no iesaukšanas aktīvā kara dienestā kā saskaņā ar Karakl. lik. 123. p. a punktu. kara aprīnka priekšnieks pulkvedis 19 g.

2. spaidogs:

Mobilizācijas gadījumā skaitās iesaukts aktīvā kara dienestā saskaņā ar Karakl. lik. 122. pantu. kara aprīnka priekšnieks pulkvedis 19 g.

3. spaidogs:

Mobilizācijas gadījumā atsvabināts no iesaukšanas aktīvā kara dienestā, bet paliek savā amatā un skaitās mobilizēts saskaņā ar Karakl. lik. 123. p. b punktu un noteikumu par tirdzniecības - rūpniecības mob. 2. pantu. kara aprīnka priekšnieks pulkvedis 19 g.

4. spaidogs:

Mobilizācijas gadījumā paliek savā amatā un skaitās iesaukts aktīvā kara dienestā saskaņā ar Lik. par valsts satiksm. ceļu un sakaru līdzekļu mobilizāciju 3. pantu. kara aprīnka priekšnieks pulkvedis 19 g.

P a s k a i d o j u m i p i e p a r a u g a:

Spaidogi iespējami karaklausības apliecībās:

- 1. spaidogs — instrukcijas 61. panta c punktā minētiem rezerves karavīriem.
- 2. spaidogs — instrukcijas 61. p. a un b punktos minētiem rezerves karavīriem.
- 3. spaidogs — instrukcijas 61. p. d un f punktos minētiem rezerves karavīriem, pie kam f punktā paredzētiem rezervistiem ierakstāms, uz kādu laiku viņi paliek savos amatos, un spaidoga teksts „noteikumu par tirdzniecības - rūpniecības mob. 2. pantu” atvietoja ar tekstu „lik. par ūdens satiksmes līdzekļu un ostu ierīču mob. kara vajadzībām 1. p. 2. pk. ar piezīmi un 10. p.”.
- 4. spaidogs — instrukcijas 61. panta e un g punktos minētiem rezerves karavīriem, pie kam g punktā paredzētiem rezervistiem spaidoga teksts „saskaņā ar lik. par valsts satiksm. ceļu un sakaru līdzekļu mobilizāciju 3. pantu” atvietoja ar tekstu „(not. par Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja mob. kara vajadzībām 1. un 8. p.)”.

Apstiprinu 1936. g. 13. oktobrī. Kara ministrs ģenerālis J. B a l o d i s.

Saraksts

Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja un tam piederošu 1. un 2. šķiras staciju un gaisa satiksmes novērošanas punktu amatiem, kurā izpildītāji ar mobilizācijas vai kara pasludināšanu obligatoriski paliek pie savu dienesta pienākumu izpildīšanas.

(Izdots uz noteikumu par Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja mobilizācijas kara vajadzībām 2. panta pamata.)

Amata nosaukums	Amatu skaits	Piezīmes
I. Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja:		
Biroja vadītājs	1	
Laika dienesta dežuranti	4	
Radiotelegrafisti	2	
Klimatoloģisko materiālu pārzinis. Darbvedis mantzinis.	1	
II. 1. un 2. šķiras meteostacijās un gaisa satiksmes novērošanas punktos:		
Ventspils meteo stacijas pārzinis	1	
Liepājas meteo stacijas pārzinis	1	
Kurmales meteo stacijas pārzinis	1	
Skrundas meteo stacijas pārzinis	1	
Vainodes meteo stacijas pārzinis	1	
Dundagas-Dižkārļu meteo stacijas pārzinis	1	
Stendes selekcijas stacijas meteo stacijas pārzinis	1	
Vecauceces meteo stacijas pārzinis	1	
Kemeri meteo stacijas pārzinis	1	
Jaunpētermuižas meteo stac. pārzinis	1	
Spilves meteo stacijas pārzinis	1	
Mežotnes meteo stacijas pārzinis	1	
Ainažu meteo stacijas pārzinis	1	
Augstrozes meteo stacijas pārzinis	1	
Krimuldas meteo stacijas pārzinis	1	
Tomes meteo stacijas pārzinis	1	
Rūjienas meteo stacijas pārzinis	1	
Prickuļu meteo stacijas pārzinis	1	
Vecbebru meteo stacijas pārzinis	1	
Valkas meteo stacijas pārzinis	1	
Gaujienas meteo stacijas pārzinis	1	
Krustpils cukurfabrikas meteo stacijas pārzinis	1	
Neretās meteo stacijas pārzinis	1	
Viesītas Gurķu meteo stac. pārzinis	1	
Jaungulbenes meteo stac. pārzinis	1	
Jaunlaicenes meteo stacijas pārzinis	1	
Preiļu meteo stacijas pārzinis	1	
Daugavpils meteo stacijas pārzinis	1	
Linavas meteo stacijas pārzinis	1	
Mainavas meteo stacijas pārzinis	1	
Izvangas meteo stacijas pārzinis	1	
Dagdas meteo stacijas pārzinis	1	
Krāslavas meteo stacijas pārzinis	1	

Piezīme. Saraksts neattiecas uz virsniekiem un virsnieku vietniekiem, kas līdz turpmākam rīkojumam atvairināti un rezervisti, izņemot Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja vadītāja amatu, kādā ar mobilizācijas vai kara pasludināšanu paliek arī virsnieks vai virsnieka vietnieks.

Armijas komandieris ģenerālis B e r k i s. Armijas štāba priekšnieks ģenerālis H a r t m a n i s.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums

valsts zemes fondā ieskaitīto nekustamu īpašumu lieta.

Pamatojoties uz tieslietu ministra 1933. g. 12. septembra lēmumu (13091/1205-30, apliecība), Zemkopības ministrija atsauca paziņojumu, ievietoto „Valdības Vēstneša” 1925. g. 13. numura pēc saraksta ar 5270. tek. num., par Rēzeknes apr. Viļānu pagasta esošā Klementinovas folvarka ar Sarmanovkas zastenku, zemes grāmatu reģistra 1032. num., ieskaitīšanu valsts zemes fondā, un paziņo, ka nosauktā nekustamā manta atzīta par neatsavinātu. Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī.

Zemkopības ministrs J. B i r z n i e k s. Zemes ierīc. depart. direkt. v. E. M ā c i ņ š.

Latvijas amatniecības kameras sacensības noteikumi amatniecības izstrādājumu zīmējumu iegūšanai.

Lai iegūtu piemērotus zīmējumus daiļamatniecības izstrādājumiem, Latvijas amatniecības kamera izsludina sacensību ar šādiem noteikumiem:

1. Zīmējumi iesniedzami sekošām 5 daiļamatniecības izstrādājumu grupām:

- 1. grupa — mēbeles — istabu iekārtas, lauku iedzīvotāju un pilsētas strādnieku dzīves apstākļiem piemērotām dzīvojamām vai guļamām istabām. Izpildījumam paredzams tikai vietējais materiāls.
- 2. grupa — koka izstrādājumi: a) rotalietas, b) dekoratīvi kokgriezumi, kā: rakstāmgalda piederumi, svečturji, lādītes, piemīļietas u. c., c) virpoti koka izstrādājumi.
- 3. grupa — metāla izstrādājumi: a) zogi, vārti, margas, karogturētāji, krusti un pieminekļi, kamīnu piederumi, apgaismošanas ķermeņi u. c., b) vara un dārgmetālu izstrādājumi: dekoratīvi trauki, rotas lietas u. c.
- 4. grupa — keramikas — dekoratīvi māla izstrādājumi, rēķinoties ar mūsu parasto podnieku iespējām.
- 5. grupa — iesējumi un ādas izstrādājumi: grāmatu, alhūmu un adresu vāki, bloki, rokas somas, portfeļi, makī, etvilas, piemīļietas u. c.

2. Par labākiem zīmējumiem Latvijas amatniecības kamera piešķirs šādas godalgas:

- 1. grupā — istabu iekārtu zīmējumiem:
 - 1. godalga — Ls 250,—
 - 2. „ — — Ls 200,—
 - 3. „ — — Ls 150,—

Bez tam kamera patur tiesību atpirkt 2 labākos zīmējumus par Ls 50,— katru.

- 2., 3., 4. un 5. grupās piešķirs katrā šādās godalgas:
 - 1. godalga — Ls 75,—
 - 2. „ — — Ls 50,—
 - 3. „ — — Ls 30,—

Bez tam kamera patur tiesību atpirkt katrā no šē minētām grupām 5 labākos zīmējumus par Ls 20,— katru.

- 3. Zīmējumiem - projektiem jābūt oriģināliem kā tautiskā, tā arī laikmetiskā garā, ar individuālu māksliniecisku uzveri. Tie jāizpilda tehniski pareizi krāsās, mērogā un vajadzīgās projekcijās.

Mēbeļu zīmējumiem jābūt mērogā 1 : 10. Bez tam šiem zīmējumiem jāpievieno istabas iekārtas perspektīves skats vienkrāsainā tehnikā, 30 x 40 cm liels, un istabas iekārtas plāns mērogā 1 : 50. Godalgoto un atpirkto mēbeļu projektu autoriem vajadzīgie detaļu zīmējumi jāizpilda bez sevišķas atlīdzības.

Metālizstrādājumu zīmējumi izpildāmi: lielako priekšmetu — mērogā 1 : 5. citu — dabiskā lielumā. Pārējo grupu priekšmetu zīmējumiem jābūt dabiska lielumā. Priekšmetu, kas neietilpst kompleksos, zīmējumi jāiesniedz katrs uz atsevišķas lapas.

4. Godalgotie un atpirktie darbi pāriet Latvijas amatniecības kameras īpašumā. Vairbūteji grozījumi projektā autoram jāizdara pēc žūrijas komisijas norādījumiem bez sevišķas atlīdzības.

5. Sacensības darbi ar moto pret kvīti jānodod līdz 1936. g. 16. novembrim 1. Lat-

vijas daiļamatniecības izstādes birojā, Rīgā, Amatu ielā 4. Līdz ar projektu slēgtā aploksnē jāiesniedz paziņojums, uzrādot autora vārdu un uzvārdu, nodarbošanos un adresi; uz aploksnē jāraksta zīmējuma moto.

6. Negodalgotie sacensības projekti saņemami atpakaļ, uzrādot kvīti, 1 mēneša laikā pēc sacensības rezultātu izsludināšanas laikrakstos, pretējā gadījumā neizņemtie projekti pāriet Latvijas amatniecības kameras īpašumā.

7. Sacensībā var piedalīties tikai Latvijas pilsoņi. Ikviens, kas piedalās šai sacensībā, līdz ar to piekrīt šiem sacensības noteikumiem.

Gadījumā, ja sacensības komisija kādā grupā nevienu no iesniegtiem projektiem neatrod par piemērotu, — godalgas šim grupā netiks piespriestas. Ja nevienu grupā neienāks piemēroti zīmējumi - projekti, — sacensība uzskatāma par nenotikušu.

8. Par zīmējumu - projektu godalgošanu un atpirkšanu lemj šāda žūrijas komisija: 1) Ed. Rozīte, Latvijas amatniecības kameras priekšsēdētājs, 2) K. Bērziņš, Latvijas amatniecības kameras priekšsēdētāja vietnieks, 3) G. Lazdiņš, Latvijas amatniecības kameras vicepriekšsēdētājs, 4) A. Bulle, finanču ministra pārstāvis Latvijas amatniecības kameras prezidijā, 5) A. Ozols, Latvijas amatniecības kameras ģenerālsēdētājs, 6) prof. R. Peļše, Latvijas mākslas akadēmijas prorektors, 7) doc. B. Dzenis, Valsts mākslas muzeja direktors, 8) arh. A. Klīnkāvs, 9) māksl. L. Līberts, Valsts papīrspiestuves pārvaldnieks, 10) māksl. A. Dzervītis, Valsts mākslas amatniecības skolas priekšnieks, 11) mākslinieks A. Čirulis.

Rīgā, 1936. g. 15. oktobrī. Priekšsēdētājs E. d. R o z i t e. Ģenerālsēdētārs A. u. g. O z o l s.

Meklētizbeidzamo personu 1901. saraksts.

- 39695. Andrejevs Agafija. 48695/36.
- 39696. Bērziņš Kārlis. 43142/34.
- 39697. Jadževičs Jāzeps. 27359/28.
- 39698. Jānbergs Hermanis. 48656/36.
- 39699. Lukša Jānis. 43058/34.
- 39700. Mackevičs Anastasija. 48834/36.
- 39701. Mendelsons Morduchais. 45045/35.
- 39702. Zakis Anna-Elā-Valija. 45263/35.
- 39703. Vagotīns-Vagulī Jānis. 48088/36.
- 39704. Vagotīns-Vagulī Jānis. 48341/36.

1936. g. 14. oktobrī. Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks J. S i l a r ā j s. Darbvedis H ū n s.

Rīgas apgabaltiesas 1. kriminālnodaja,

saskaņā ar savu š. g. 12. oktobra lēmumu, meklē pēc Soda lik. 439. p. apsūdzēto Latvijas pilsoņi Emmu V a r u š s, dzim. 1870. g. 5. nov., agrāk dzīv. Gulbenē, Kaļpaka ielā 24.

Visām iestādēm un personām, kurām būtu zināma meklējamās Emmas V a r u š s vai viņas mantas atrašanās vieta, nekavējoties ziņot Rīgas apgabaltiesai un tuvākai policijai. Atrāšanas gadījumā pieprasīt no Emmas V a r u š s kļu Ls 50,—, kurā iemaksāt Latvijas bankas vietējā nodajā, ieskaitot Rīgas apgabaltiesas depozītā (dep. rēk. 8), bet kļūlas neiemaksāšanas gadījumā Emmu V a r u š s apcietināt un ieskaitīt šīs tiesas rīcībā, jo kā drošības līdzeklis pret Emmas V a r u š s izvairīšanos no tiesas, saskaņā ar tiesas š. g. 12. oktobra lēmumu, noteikta kļa Ls 50,—, līdz kuļas iesniegšanai apcietinājums. Rīgā, 1936. g. 14. oktobrī. 113091.

Priekšsēd. biedrs M. R a t e r m a n i s. Sekretārs J. A v o t i ņ š.

Krāslavas 2. iec. miertiesnesis

izbeidz Leonida Timofeja d. D u h o v i k a meklēšanu, kas uzsākta ar „Vald. Vēstn.” 1936. g. 26. num. ievietoto sludinājumu.

Krāslavā, 1936. g. 13. oktobrī. 761. Miertiesnesis J. S ū c i s. Sekretāra v. i. (paraksts).

Vietējo iestāžu rīkojumi.

Mazsalacas saistošie noteikumi

par lopu kaušanu un gaļas izmeklēšanu, pieņemti Mazsalacas pils. valdes 1936. g. 29. aug. sēdē (13. prot. 7. §) un apstiprināti ar Iekšlietu ministrijas Pašvaldības depart. 1936. g. 7. okt. 96470. rakstu.

1. Mazsalacā lopu, ieskaitot arī zirgu, kaušana, dirāšana, plūcināšana, spalvu un saru notīrīšana, lopu šķēršana, zarnu un iekšu iztīrīšana jāizdara kā miesniekiem, ta arī privātmā personām, vienīgi Mazsalacas pilsētas lopkautuvē. Telus, aitas un kazas atļauts aizvest no lopkautuves arī ar ādām.

Piezīme. Mazsalacas pilsētas lauksaimnieki - lopturī atsvabināti no šī panta noteikumiem, ja viņi kauj pašaudzētus lopus savam vajadzībam.

2. Kustoņu kaušana ārpus kautuves pieļaujama, kā izņēmums, kustoņu slimību un sakropļošanas gadījumos, bet tikai ar to

nosacījumu, ka no nogalinātiem mājkušiem jāizņem kūņi, zarnas un dzemde, bet ķermeni nedrīkst sacirst un izņemt pārējos orgānos. Ķermenis pēc tam ar visiem orgāniem jānogādā kautuvē veterinārārsta apskatei.

3. Par lopkautuves lietošanu, kā arī par gaļas izmeklēšanu un apskatīšanu jāmaksā pēc takses, ko pieņemusi pilsētas valde un apstiprinājusi Iekšlietu ministrija.

4. Visām personām, kuņas atrodas lopkautuvē, jāpadošas lopkautuves administrācijas rīkojumiem.

5. Stundas, kuņas lopkautuvē atvērta, noteic pilsētas valde.

6. Lopkautuvē jāievēro tīrība un tur nedrīkst trokšņot, smēķēt un lietot reibinošus dzērienus un ievest sunus.

7. Lopu kaušana jānobeidz 1 stundu pirms atļautā kaušanas laika izbeigšanās. Lopu kaušana arpus paredzētā laika pieļaujama tikai ar katrreizēju kautuves pārzina vai veterinārārsta atļauju.

8. Ieeja lopkautuvē un uzturēšanās bez sevišķas lopkautuves pārvaldnieka vai veterinārārsta atļaujas pieļaujama tikai personām, kuņas lopkautuvē ir darīšanas sakarā ar lopkautuves mērķi. Ieeja telpās, kur kauj lopus, atļauta tikai personām, kas veic kaušanas darbus, viņu palīgiem, lopkautuves amata personām un apkalpotājiem. Par 15 gadiem jaunākiem bērniem ieeja kautuvē kaušanas laikā aizliegta.

9. Miesnieki, kas kautuvē kauj lopus, iesniedz kautuves parzinim - veterinārārstam ziņas par personām, kas ir viņu dienestā vai pastāvīgi pie viņiem strādā. Kautuves darbos aizliegts ņemt daļību personām, kas slimo ar lipīgām slimībām un gara nenormālību.

10. Ar kautuves inventāru un darba rīkiem jāapietas saudzīgi un uzmanīgi. Par to bojāšanu jānosaka atbilstošas sods, kas aplāj krūtis un kājas pāri ceļiem.

11. Personām, kas strādā kautuvē, jāievēro lielākā kārtība un tīrība. Lopkautuvē nodarbinātiem strādniekiem jābūt tīros vaska drēbes vai audekla priekšautot, kas aplāj krūtis un kājas pāri ceļiem.

12. Lopu kaujami tikai pēc maksājumu nokārtošanas. Par nodevas samaksu kautuves pārzinis izdod kvīti.

13. Nogurušus un savdušus lopus aizliegts kaut. Ar kaujamiem lopiem jāapietas saudzīgi. Par dzīvnieku nevaļadzīgu mocišanu kautuves veterinārārsts vai pilsētas valde vainīgos sauc pie atbildības.

14. Lopus kauj vienīgi kaušanai paredzētās telpās. Šis noteikums arī attiecas uz iekšu un zarnu tīrīšanu un plucināšanu. Kaušanai jānotiek ātri, nemocot kustoņus.

15. Aizliegta teļu, aitu un to plaušu uzpušana.

16. Aizliegts iepriekš izmeklēšanas un nozīmogošanas gaļu sagriezt gabalos vai aiznest, tomēr liellopu un zirgu sadalīšana divās daļās atļauta.

17. Pēc zīmoga uzspiešanas gaļa jāizved no kautuves vai jānoliek vēsināmajās telpās. Ja 24 stundu laikā gaļu neizved,

tad par tālāko uzglabāšanu saldētavas telpās jāmaksā pilsētas valdes noteikta maksa.

18. Mēsli un kuņģu un zarnu saturs jāizgāz norādītās vietās. Asinis, izņemot cūku, paliek kautuves ricībā. Cūku asinis, kas atzītas par uzturam nederīgām, nav no kautuves jāizdod.

19. Lopkautuves veterinārārsts vai ar Veterinārvaldes atļauju veterinārfeldšers priekš un pēc kaušanas izmeklē kaujamo lopu veselību.

20. Lopkautuves telpas, sēta un gaļas izmeklēšanas stacija jāiztīra, jādezinficē ar gaļu un gaļas produktiem.

21. Lopkautuvē pēc darbu beigšanas rūpīgi jāiztīra, grīda un aptraipītās sienas jānomazgā. Lopkautuves tuvumā un apkārtnē jātur tīrība.

22. Mazsalacā atļauts pārdot, pirkt un izlietot tālākai pārstrādāšanai tikai tādu gaļu, kas apzīmogota ar Mazsalacas lopkautuves zīmogu.

23. Pilsēta ievestā gaļa (svaiga, zāvēta, sāļta) nekavējoties jānogādā gaļas izmeklēšanas stacijā apzīmogošanai. Neapzīmogota vai citās pilsētās apzīmogota gaļa bez apzīmogošanas ar Mazsalacas gaļas zīmogu nedrīkst uzglabāt tirgotavās, pie tirgotavām piederošos pagrabos, pagalmos u. c.

24. Nokautie teļi, aitas un kazas jāpiegādā izmeklēšanai veselīgiem ķermeņiem, pusēm un ceturkšņiem. Pie veselīgiem ķermeņiem jābūt klāt nierēm un limfu mezgliem, arī krūšu un vēderu dobumu serozām plēvēm. Cūkas var piegādāt izmeklēšanai veselās vai arī sadalītas pusēs, vidūcos (sānos) un šķiņķos.

25. Nelaiemes gadījumos kauto liellopu īpašniekiem, kas ievēd to gaļu izmeklēšanai, ir jāuzrāda vietējā veterinārārsta, polijcijas vai pagasta apiecības, no kuņas rezdām dzīvnieku nokaušanas iemesli, slimību ilgums un pazīmes.

26. Par gaļas apskati un izmeklēšanu noliktā takse jāmaksā pirms gaļas apskates; par samaksāto naudu gaļas īpašnieks saņem kvīti.

27. Gaļas izmeklēšanas stacijā ievesto gaļu, pirms tā nav izmeklēta un apzīmogota, nedrīkst izvest.

28. Gaļa, kas ar Mazsalacas lopkautuves zīmogu nav apzīmogota, jānogādā apzīmogošanai, bet tās īpašniekam jāmaksā pilsētas pašvaldībai par labu naudas sods - triskārteja gaļas zīmogošanas takse, bez tam vainīgais saucams pie atbildības.

29. Gaļas izmeklēšanas vietu, laiku un taksi noteic pilsētas valde.

30. Šie noteikumi stājas spēkā pēc 14 dienām no to izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”. Vainīgie par šo noteikumu neievērošanu saucami pie atbildības uz Sodu likuma pamata.

Pilsētas galva (paraksts).
Sekretārs P. U p m a n i s.

Iekšzeme.

Valsts Prezidenta Dr K. Ulmaņa vadībā

15. oktobra vakarā notika Uzvaras laukuma izbūves komitejas prezidija sēde, kurā sadalīja amatus prezidijā. Priekšsēdētāja biedrs būs kara ministrs ģen. J. Balodis, sekretārs — universitātes rektors prof. J. Auškaps, kasieris — Rīgas pilsētas galva R. Liepiņš un mantzinis — Lauksaimniecības kameras priekšsēdētājs R. Dzērve. Prezidijs atzina, ka jau tuvākā komitejas sēdē būtu jāievēl revīzijas komisija, kas pārraudzītu Uzvaras laukuma līdzekļus. Jāievēl arī loterijas un idejas projekta komisija. Pēdējā strādātu pie Uzvaras laukuma izbūves atrisināšanas, izveidošanas un izpildīšanas. Prezidijs vēl nolēma, ka būtu nepieciešami konstruēt pie komitejas plašāku padomi, pieaicinot tur pašvaldību un sabiedrības pārstāvjus, un atzina, ka atsevišķas personas nevar rīkot izriekšējus par labu Uzvaras laukumam. Nav vēlami šim mērķim arī viegla žanra sarīkojumi. LTA.

Māksla.

Nacionālā opera.

Piektdien, 16. oktobrī, „Piķa dāma”. Piedalās E. Travina, H. Lūse, H. Cink-Berzinska, A. Ludīna, V. Briede, A. Verners, V. Stots, Ed. Miķelsons, R. Pelle, M. Vētra u. c. Diriģents prof. M. Šteimāns.

Sestdien, 17. oktobrī, „Jevgenija Onegina” atjaunojums diriģenta T. Reitera vadībā. Piedalās G. Pērkone, A. Liberte-Rebāne, A. Kaktiņš, J. Niedra, N. Vasiļjevs u. c. Parastās pusceņas.

Svētdien, 18. oktobrī, plkst. 13.30 „Pavasara mīla”. Piedalās M. Brechmane-Stengēle, E. Pfeifere, P. Brīvkalne, N. Vasiļjevs, Ed. Miķelsons, A. Kortans, V. Leonaitis, G. Neimanis u. c. Diriģents T. Reiters. Katrs pieaudzis var ņemt 1 bērnu līdz par brīvu, 2 bērni ar 1 biļeti; pulksten 19.30 „Tukšneša dziesma”. Piedalās V. Briede, E. Pfeifere, P. Brīvkalne, R. Eriņa, R. Kalniņš, V. Kadīķis, A. Verners, Ed. Miķelsons, A. Jēkabsons, V. Leonaitis, R. Pelle u. c. Diriģents T. Reiters. Pusceņas ierobežotā skaitā.

Pirmdien, 19. oktobrī, plkst. 20 slavenā franču pianista Roberta Kazadesi koncerts.

Nacionālais teātris.

Piektdien, 16. okt., plkst. 19.30 Teodora Lāča viesizrādē pirmo reizi „Kristaps Kaugurs”, V. Lāča luga 3 cēlienos 5 ainās. Režisors J. Osis, dekorātors A. Cimermanis. Derīga abonementa 4. un 10. biļete. Parastās pusceņas.

Sestdien, 17. okt., plkst. 19.30 lētā izrādē „Valmieras puikas”.

Dailes teātris.

Piektdien, 16. okt., plkst. 19.30 „Mežvidus laudis”.

Sestdien, 17. okt., plkst. 19.30 tautas izrādē „Zisija”.

Rīgas Mazais teātris.

Sestdien, 17. oktobrī, plkst. 19.30. Bolderājā, „Kurzemes hercogs Jēkabs”.

Svētdien, 18. oktobrī, plkst. 18. Ziemeļblāzmā (Vecmilgrāvī), „Kurzemes hercogs Jēkabs”.

Latvijas Konservatorijā eksternu pārbaudījumi pilna kursa absolvēšanai sāksies 5. g. 20. nov. un turpināsies līdz 12. decembrim. Pieteikšanās līdz 15. novembrim. Tuvākās ziņas kanclējā.

Mākslinieku biedrības Sadarbs VIII un prof. Dr K. Rončevska darbu pēcnāves izstādes atklāšana notiks šo svētdien, 18. oktobrī, plkst. 11, Rīgas pilsētas mākslas muzejā, Valdemāra ielā.

Grāmatu galds.

Latvian Economic Review. A quarterly review of trade, industry and agriculture. Published by The Latvian Chamber of Commerce and Industry. № 4. October 1936.

Latvijas tirdzniecības un rūpniecības kameras uzsāktā ārzemju saimniecisko aprindu iepazīstināšana ar visdažādākām tās interesējošām Latvijas dzīves nozarēm ar šē minētā žurnāla izdošanu un ar šī apskata 4. burtnīcas iznākšanu noslēdz savu pirmo gada gājumu, pie kam arī nupat iznākusi apskata burtnīca būs nevienu ārzemē dzīvojošiem, bet tāpat arī Latvijā esošiem ārzemniekiem ļoti interesanta un noderīga, jo tā ievietoti vairāki plaši un visai interesanti raksti, no kuriem minēsim kā svarīgākos: apskatu par Ķegumā jauncelamo elektrisko spēkstaciju, par Latvijas vilnas rūpniecību, par kurināma materiāla patēriņu Latvijā, jauno mūitas likumu un gumijas rūpniecību Latvijā. Ļoti labi ir darījuši šī saimnieciskā apskata izdevēji, ievietojami šai numurā arī Ministru kabineta lēmumus un atzinumus valdības darbībā pie šī 1936./37. gada valsts budžeta, tāpat arī aprakstu par Anglijas tirdzniecības kameras delegācijas viesošanās Latvijā un iepazīstinādamā arī citiem lasītājiem ar mūsu Hipotēku bankas, Darba kameras un Centrālās piensaimnieku savienības darbību un pašās beigās ievietodami arī aizrādījumu par franču un angļu valodā izpaušām grāmatām par Latvijas saimniecisko dzīvi un tās norisi. Viss šai 4. apskata numurā raksturotais, tāpat kā iepriekšējos „Latvian Economic Review” 3 numuros ievietotie raksti dod skaidru, vispusīgu, uz daudz skaitļiem pamatotu un patiesu pārskatu par visiem apskatītiem jautājumiem, un tas taini ir šī žurnāla lielais noderīgums, ka pēc viņa iznākšanas atkrīt vajadzība ārzemē iekūt informāciju no privātiem avotiem, kas pa lielāki daļai ir nevienu visai nabadzīga, bet arī stipri vienpusīga un daudzreiz nelabvēlīgi aplama. Tāpēc jāvela, lai „Latvian Economic Review” atrastu sev jo daudz lasītāju visās tajās ārzemju saimnieciskās un citās aprindās, kas interesējas par mūsu valsts vispusīgo attīstību un tirdznieciski-rūpnieciskiem un kultūraliem sakariem ar mums. Meklēt un atrast jaunus lasītājus šim derīgam izdevumam ir katra Latvijas saimnieciskā darbinieka pienākums, bet it sevišķi tiem, kam ir veikalnieciski sakari ar ārzemēm. O.

KURSI.

Rīgas biržā 1936. gada 16. oktobrī.

Devīzes:

1 Amerikas dolārs	5,05—5,25
1 Anglijas mārciņa	25,16—25,28
100 Francijas franku	23,79—24,25
100 Beļģijas belgu	85,95—87,45
100 Šveices franku	117,75—119,25
100 Itālijas liru	26,85—27,35
100 Zviedrijas kronu	129,05—131,05
100 Norvēģijas kronu	125,75—127,75
100 Dānijas kronu	111,60—113,60
100 Austrijas šilipu	—
100 Čehoslovākijas kronu	18,00—18,50
100 Holandes guldeņu	275,30—278,30
100 Vācijas marku	205,90—207,90
100 Somijas marku	11,00—11,30
100 Igaunijas kronu	137,95—139,95
100 Polijas zlotu	96,20—97,80
100 Lietavas litu	86,50—87,70
100 Dancigas guldeņu	96,20—97,80

Vērtspapīri:

6% Latv. hip. bankas ķīlu zīmes 95—96

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Role.
Zvērināts biržas māklers H. Kirssteins.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 12 lapas puses.

Īresu sludinājumi.

Rīgas apgabalt. 2. kriminālmod. pamatodamies uz Sodu lik. 235. un 236. p., 1936. g. 5. sept. sodija Zalmani Utevski ar Ls 75 val maksātnespesības gadījumā ar 25 dienām aresta par to, ka savā ceptuvē-konditorejā „Progress”, L. Zirgu ielā 4, pielaidis netīrību un turpat atrasta viena pilna muca ar ābolu biezeni, kurā atrasti tārpji.
Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. 20627g
Priekšsēdētāja b. (paraksts).
Sekretārs p. M. Prevalds.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un Elzas-Antonijas Sproģis lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā iebildumā 1936. g. 26. aug. izsludināto 1936. g. 11. maijā Cēsīs mir. Jāņa Zamuela, dzim. 1863. g. 10. janv., 1930. g. 12. apr. publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Jāņa Zamuela mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 20417g
Priekšsēdētāja b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un Zilvijas Veips lūgumu uzaic. visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 25. aprīlī izsludināto Savienas pag. mir. Jāņa Lazdiņa, dzim. 1873. g. 25. okt., 1930. g.

dumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.
Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 20413g
Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1924. g. 22. aug. Rīgā mirušās Katrīnes-Magdalēnas Dzērves, dzim. Pauksēns, dzim. 1862. gada 23. martā, ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 20417g
Priekšsēdētāja b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un Elzas-Antonijas Sproģis lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 30. sept. izsludināto 1936. g. 26. febr. Stāmerinas pag. mir. Jēkaba Dukmaņa, dzim. 1858. g. 27. aug. (v. st.), 1931. gada 3. martā mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Jēkaba Dukmaņa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā,

24. febr. mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Jāņa Lazdiņa, mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.
Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī. 20415g
Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.
Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī. 20415g
Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un Marijas Endelis lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 30. sept. izsludināto 1936. g. 26. febr. Stāmerinas pag. mir. Jēkaba Dukmaņa, dzim. 1858. g. 27. aug. (v. st.), 1931. gada 3. martā mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Jēkaba Dukmaņa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā,

atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.
Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī. 20418g
Priekšsēdētāja b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillikuma 2451. panta, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 30. sept. izsludināto 1935. gada 29. janv. Trikātes pag. mir. Annas Krusts, dzim. Dekmeijers, dzim. 1851. g. 12. febr. (v. st.), 1909. g. 28. jūl. publiskā

kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Annas Krusts, dz. Dekmeijers, mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī. 20418g
Priekšsēdētāja b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillikuma 2451. panta, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 30. sept. izsludināto 1935. gada 29. janv. Trikātes pag. mir. Annas Krusts, dzim. Dekmeijers, dzim. 1851. g. 12. febr. (v. st.), 1909. g. 28. jūl. publiskā

atklātā tiesas sēdē 1936. gada 7. oktobrī izklausīja Emmas Sīpols lūgumu atzīt bezvēsts prombūtnē esošo Jāni-Indriķi Arturu Sīpols par mirušu un nolēma: atzīt par mirušu bezvēsts promesošo Jāni-Indriķi Arturu Sīpols, dzim. 1894. gada 28. aprīlī.
Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī. 1348/36./II. 20419g
Priekšsēdētāja b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 8. maijā Blomes pagastā mir. Jāņa Nulles, dzim. 1858. gada 8. nov., ir atklāts mantojums, un uzaic-

ina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. 20634g
Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1921. g. 20. jūnijā mir. Minnas - Dorotejas Sturme (Sturms), atr. Meilenbergs, dz. Treģers, dz. 1855. g. 10. sep., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. 20637g
Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 8. maijā Blomes pagastā mir. Jāņa Nulles, dzim. 1858. gada 8. nov., ir atklāts mantojums, un uzaic-

ina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. 20637g
Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka 1936. gada 28. oktobrī minētās nod. atklātā tiesas sēdē nolasis 1936. gada 14. janv. Saikavas pag. mīrušā Andreja Jāņa d. Briēža testamentu. 20628g Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. L. Asmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka 1936. gada 28. oktobrī minētās nod. atklātā tiesas sēdē nolasis 1935. gada 11. sept. Zaubes pag. mīrušā Karļa Brenča d. Grāviša testamentu. 20629g Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. L. Asmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka 1936. gada 28. oktobrī minētās nod. atklātā tiesas sēdē nolasis 1936. gada 8. aprīlī Kalncempju pagastā mīrušā Jāņa Adama d. Klaviņa testamentu. 20630g Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. L. Asmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1928. g. 20. sept. Rīgā mīrušā Mārtiņa Siliņa, dzim. mis 1847. gada 5. maijā, ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem. Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 4977/36. 20635g Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. L. Asmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 30. aug. Rīgā mīrušā Zāras (Sores) Sulmanis, dz. Jofe, dz. 1886. g. 22. nov., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem. Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 4998/36. 20638g Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. L. Asmanis.

Rīgas apgabalt. 4. civilnodala, pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Finanču ministrijas nodokļu departamenta lūgumu un savu 1936. g. 26. septembra lēmumu, paziņo, ka lūdzējam obligācija par Ls 4402.— ar proc. un izdev., kas apstiprināta 1931. gada 28. septembrī ar 2912. num. uz lūdz. un rūpn. a/s „Rich. Duncan un biedri“ piederošo nekustamo īpašumu Rīgas 1. hipotēku ar zemes grāmatu reģ. 221. num., par labu Latvijas valstij kā nekustamas mantas nodokļa samaksas nodrošinājums, ir pazudusi. Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu obligācijas duplikāta, kas atvietos oriģinālu, saņemšanai. Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 04569. L. 525/36. 20424g Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. O. Koddars.

Rīgas apgabalt. 4. civilnodala, pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Finanču ministrijas nodokļu departamenta lūgumu un savu 1936. g. 26. septembra lēmumu, paziņo, ka lūdzējam obligācija par Ls 4402.— ar proc. un izdev., kas apstiprināta 1931. gada 28. septembrī ar 2912. num. uz lūdz. un rūpn. a/s „Rich. Duncan un biedri“ piederošo nekustamo īpašumu Rīgas 1. hipotēku ar zemes grāmatu reģ. 221. num., par labu Latvijas valstij kā nekustamas mantas nodokļa samaksas nodrošinājums, ir pazudusi. Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu obligācijas duplikāta, kas atvietos oriģinālu, saņemšanai. Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 04554. L. 539/36. 20420r Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. O. Koddars.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod., pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Edgara Berga lūgumu un savu 1936. g. 26. sept. lēmumu, paziņo, ka lūdzējam obligācija par 30.000 rbl. ar 6% gadā, kas apstiprināta 1896. g. 31. maijā ar 724. num. uz nekustamo īpašumu Rīgas 3. hipotēku iec. ar zemes grāmatu reģ. 2018. num., par labu Mārtiņam Balodim, kas to cedējis blanko, ir pazudusi. Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu obligācijas duplikāta, kas atvietos oriģinālu, saņemšanai. Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 04566. L. 526/36. 20423g Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. O. Koddars.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala, pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Edgara Berga lūgumu un savu 1936. g. 26. sept. lēmumu, paziņo, ka lūdzējam obligācija par 30.000 rbl. ar 6% gadā, kas apstiprināta 1896. g. 31. maijā ar 724. num. uz nekustamo īpašumu Rīgas 3. hipotēku iec. ar zemes grāmatu reģ. 2018. num., par labu Mārtiņam Balodim, kas to cedējis blanko, ir pazudusi. Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu obligācijas duplikāta, kas atvietos oriģinālu, saņemšanai. Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 04566. L. 526/36. 20423g Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. O. Koddars.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod., pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Edgara Berga lūgumu un savu 1936. g. 26. sept. lēmumu, paziņo, ka lūdzējam obligācija par 30.000 rbl. ar 6% gadā, kas apstiprināta 1896. g. 31. maijā ar 724. num. uz nekustamo īpašumu Rīgas 3. hipotēku iec. ar zemes grāmatu reģ. 2018. num., par labu Mārtiņam Balodim, kas to cedējis blanko, ir pazudusi. Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu obligācijas duplikāta, kas atvietos oriģinālu, saņemšanai. Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 04566. L. 526/36. 20423g Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. O. Koddars.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod., pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Edgara Berga lūgumu un savu 1936. g. 26. sept. lēmumu, paziņo, ka lūdzējam obligācija par 30.000 rbl. ar 6% gadā, kas apstiprināta 1896. g. 31. maijā ar 724. num. uz nekustamo īpašumu Rīgas 3. hipotēku iec. ar zemes grāmatu reģ. 2018. num., par labu Mārtiņam Balodim, kas to cedējis blanko, ir pazudusi. Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu obligācijas duplikāta, kas atvietos oriģinālu, saņemšanai. Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 04566. L. 526/36. 20423g Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. O. Koddars.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod., pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Edgara Berga lūgumu un savu 1936. g. 26. sept. lēmumu, paziņo, ka lūdzējam obligācija par 30.000 rbl. ar 6% gadā, kas apstiprināta 1896. g. 31. maijā ar 724. num. uz nekustamo īpašumu Rīgas 3. hipotēku iec. ar zemes grāmatu reģ. 2018. num., par labu Mārtiņam Balodim, kas to cedējis blanko, ir pazudusi. Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu obligācijas duplikāta, kas atvietos oriģinālu, saņemšanai. Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. 04566. L. 526/36. 20423g Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. O. Koddars.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod., uz Lik. par laul. 77. p. pamata, paziņo, ka tiesa 1936. g. 13. okt. Staņislavas Sens, dzim. Galeckis prasības lietā pret Gotfrīdu Sens par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprida: šķirt laulību, kas slēgta 1926. g. 31. aug. Kaupā, starp Gotfrīdu Senu (Senes) un Staņislavu (Stases) Sens (Seniene), dzim. Galeckas (Galeckaitē), neatkarīgi no vainas; piešķirt prasītājam pirmas laulības uzvārdu: „Galeckis“ (Galeckaitē) un atļaut viņai iedoties jaunā laulībā tālīt pēc šī sprieduma spēka stāšanās. Piedzīt no atbildētāja par labu prasītājam Ls 90.— tiesas un Ls 100.— lietas vešanas izdevumus. Ja atbildētājs Civilproc. nolik. 934., 839. un 859. p. paredzētā laikā neiesniegs tiesai atsaukumu vai pārsūdzību, spriedums stāsies likumīgā spēkā. Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. 551/36. 20929g Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. S. Tūre.

Jelgavas apgabaltiesa uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1935. gada 6. novembrī mīrušās Lavizes - Lizetes Gauja, dzimušas Zisbergs, atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Termiņā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām. Jelgavā, 1936. g. 8. oktobrī. L. № 1912/36. 20150r Priekšsēd. v. G. Beimuts. Sekretārs M. Devingtelis.

Jelgavas apgabaltiesa uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1917. g. 31. okt. mīrušā Johana Betchera (Boetchera) atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Termiņā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām. Jelgavā, 1936. g. 8. oktobrī. L. № 1906/36. 20160r Priekšsēd. v. G. Beimuts. Sekretārs M. Devingtelis.

Jelgavas apgabaltiesa uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1917. g. 31. okt. mīrušā Johana Betchera (Boetchera) atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Termiņā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām. Jelgavā, 1936. g. 8. oktobrī. L. № 1905/36. 20161r Priekšsēd. v. G. Beimuts. Sekretārs M. Devingtelis.

Jelgavas apgabaltiesa uz 1921. g. 1. febr. likuma par laulību 77. p. pamata paziņo Karlīm Zemītim, ka tiesa 1935. gada 22. augustā aizmuguriski nosprida viņa laulību ar Mariāmu Zemīti, dzim. Gīliti, šķirt. 175/35. 20438g Jelgavā, 1936. g. 10. oktobrī. Priekšsēdētāja v. G. Volkurs. Sekretārs pal. F. Kapralis.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1575. p., paziņo, ka šīs tiesas sēdē š. g. 9. novembrī atstaisis un nolasis 1935. g. 11. dec. mīrušā Andreja Mārtiņa d. Malanka testamentu. Jelgavā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 2060/36. 20651g Priekšsēd. v. Alt. Vagals. Sekretārs M. Devingtelis.

Liepājas apgabaltiesa, pamatojoties uz Mārtiņa Heila lūguma š. g. 21. sept. nolēma: 1) atzīt par samaksātam sekošās 2 hipotēkiskas obligācijas, kuras aprēģinā laulības Francim Zeltiņam un Omiļai-Elizabeti Zeltiņai, dzim. Dūksteiķes piederošo nekustamo mantu Liepājā ar krep. 1372. num. un nostiprinātas: pirma 1911. g. 7. martā ar žurn. 219. num. mir. Otto Simana d. Evalda mantojuma masā par labu 8000 kr. rbl. lēmumā un otra: 1913. g. 31. aug. ar žurn. 1236. num. Mečislavam Augustīna d. Remežam par labu 4000 kr. rbl. lēmumā, obligācija cedēta uzrādītājam; 2) atvelet lūdzējam pieprasīt zemesgrāmatu nodalī minēto hipotēkisko obligāciju dzēšanu no zemesgrāmatām, un 3) iemaksāto naudu glabāt tiesas depozītā un izmaksāt minēto prasības dokumentu iesniedzējam. Liepājā, 1936. g. 10. oktobrī. 306/36. 20439g Priekšsēd. h. A. Kiršfelds. Sekretārs v. A. Šmits.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., uz Jāņa Ukana lūgumu un saskaņā ar Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p., uzaicina visus, kam ir kādi strīdi vai ierunas pret šī tiesā 1936. g. 29. sept. publicēto 1936. g. 16. febr. Rubenes pag. mir. Jura Ukana 1936. g. 11. febr. pagastieties nol. 118. p. kārtībā sastādīto testamentu un visas personas, kurām ir kādas pretenzijas un tiesības uz mir. Jura Ukana mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. l., celt prasības un pieteikt savas tiesības un pretenzijas šī tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.“ Pēc minētā termiņa notecēšanas tiesa nekādas ierunas nepieņems un nepieteiktās tiesības atzīs par spēku zaudējušām, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā stājušos. Daugavpilī, 1936. g. 9. okt. 2078a/36. 20281g Priekšsēd. b. A. Strazdiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., paziņo, ka viņas atklātā tiesas sēdē 1936. g. 6. okt. uz Antona Tenisa lūgumu Antons Krapans, dzim. 1904. g. 31. martā pēc vecā stila Liksnas pagastā, atzīs par garā slimu un nespējīgu pārvaldīt savu mantu un ar to rīkoties, un uzsots Liksnas pagasta tiesai iecelt aizgādājam garā slimā Antona Krapana personai un mantai. Daugavpilī, 1936. g. 9. okt. L. 1327a/36. 20284g Priekšsēd. b. A. Strazdiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., uz Konstantina Kulakovska un citu lūgumu, un saskaņā ar Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p., uzaicina visus, kam ir kādi strīdi vai ierunas pret šī tiesā 1936. g. 29. sept. publicēto 1927. g. 3. augustā Sventes pag. mir. Aleksandra Kulakovska 1923. g. 18. janv. mājās kārtībā sastādīto testamentu un visas personas, kurām ir kādas pretenzijas un tiesības uz mir. Aleksandra Kulakovska mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. l., celt prasības un pieteikt savas tiesības un pretenzijas šī tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.“ Pēc minētā termiņa notecēšanas tiesa nekādas ierunas nepieņems un nepieteiktās tiesības atzīs par spēku zaudējušām, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā stājušos. Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. 1879a/36. 20440g Priekšsēd. b. A. Strazdiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., uz Jāņa Afanaseviča lūgumu un saskaņā ar Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p., uzaicina visus, kam ir kādi strīdi vai ierunas pret šī tiesā 1936. g. 29. sept. publicēto 1934. g. 27. jūnijā Skrudalienas pag. mir. Jāņa Afanaseviča 1934. g. 16. jūnijā mājās kārtībā sastādīto testamentu un visas personas, kurām ir kādas pretenzijas un tiesības uz mir. Jāņa Afanaseviča mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. l., celt prasības un pieteikt savas tiesības un pretenzijas šī tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.“ Pēc minētā termiņa notecēšanas tiesa nekādas ierunas nepieņems un nepieteiktās tiesības atzīs par spēku zaudētām, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā stājušos. Daugavpilī, 1936. g. 13. okt. 1924a/36. 20540g Priekšsēd. b. A. Strazdiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1936. g. 31. janv. mīrušā Jāņa Ulasa 1935. gada 25. febr. sastādītais privāttestaments ar apgabaltiesas 1936. gada 15. sept. lēmumu apstiprināts. 1312a/36. 20456g Daugavpilī, 1936. g. 12. okt. 1834/31. 20446g Priekšsēd. b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1934. g. 6. martā mīrušā Michaila Sokolova 1929. g. 11. jūlijā sastādītais notāriais testaments ar apgabaltiesas 1934. g. 14. dec. lēmumu apstiprināts. 1951a/34. 20445g Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. Priekšsēd. b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1931. g. 11. okt. mīrušā Antona Vikentija d. Skoromka 1931. g. 10. okt. sastādītais privāttestaments ar apgabaltiesas 1932. g. 19. nov. lēmumu apstiprināts. Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. 1419a/32. 20447g Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1935. g. 31. jūnijā mīrušā Klīmana Pētera d. Nukša 1930. g. 21. jūnijā sastādītais notāriais testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 11. sept. lēmumu apstiprināts. Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. 2139a/36. 20448g Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1936. g. 1. febr. mīrušās Sofijas Jēkaba m. Zelčs 1935. g. 5. aug. sastādītais privāttestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 19. sept. lēmumu apstiprināts. Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. 1571a/36. 20449g Priekšsēd. b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1935. g. 11. sept. mīrušā Albina Dominika d. Ulasa 1935. g. 4. martā sastādītais privātais testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 15. sept. lēmumu apstiprināts. Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. 1305a/36. 20450g Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1935. g. 13. okt. mīrušā Jāņa Jāņa d. Viluma Melņika pagasttiesā 1935. g. 12. okt. sastādītais testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 25. aug. lēmumu apstiprināts. Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. 2070a/36. 20451g Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1935. g. 31. janv. mīrušā Antona Meikula d. Koīša 1935. g. 26. okt. pagasttiesā sastādītais testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 31. aug. lēmumu apstiprināts. Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. 1757a/36. 20452g Priekšsēd. b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1931. g. 4. dec. mīrušā Benciona Movša d. Gilensona 1926. g. 17. janv. sastādītais privātais testaments ar apgabaltiesas 1933. g. 10. marta lēmumu apstiprināts. Daugavpilī, 1936. g. 10. okt. 859a/32. 20453g Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1934. g. 26. okt. mīrušā Jāzepa Jāzepa d. Mutļa 1934. g. 24. okt. sastādītais privāttestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 11. sept. lēmumu apstiprināts. 738a/36. 20454g Daugavpilī, 1936. g. 12. okt. Priekšsēd. b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1935. g. 22. febr. mīrušā Andrieva Stroda 1935. g. 18. febr. sastādītais privāttestaments ar apgabaltiesas 1936. gada 9. septembra lēmumu apstiprināts. 1226a/36. 20455g Daugavpilī, 1936. g. 12. okt. Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., paziņo, ka 1935. g. 25. febr. mīrušā Jāņa Ulasa 1935. gada 25. febr. sastādītais privāttestaments ar apgabaltiesas 1936. gada 15. sept. lēmumu apstiprināts. 1312a/36. 20456g Daugavpilī, 1936. g. 12. okt. Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs K. Ozoliņš.

Dobeles iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1778. p. un savu šī gada 8. okt. nolēmumu izsludina par nederīgu un iznīcinātu ģenerālpilvaru, ko Lizete-Gotlība Mednis izdevusi savam vīram Karlim-Atim Mednim un ko Tūkuma notārs Jānis Melbārdis 1930. g. 7. aprīlī apliecinājis ar reģistra 584. num. 20295g Dobeļē, 1936. g. 9. oktobrī. Mirtiesnesis A. Vaitis.

Rīgas pils. 3. iec. mirtiesnesis. saskaņā ar Sodulik. 239. p., izsludina, ka ar viņa 1936. g. 31. jūlija spriedumu **Minna Zauers** pēc Sodulik. 234. p. par mazvērtīga sviesta pārdošanu atzīta par vainīgu un sodīta ar Ls 10.— vai maksātnespējas gadījumā ar 3 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā. **Minna Zauers** ir Ēgenskalna tirgū 2. galda īpašniece. 20541g
Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī.
Mirtiesnesis **Z. Pinkuls**.

Rīgas pils. 9. iec. mirtiesnesis ar 1936. g. 15. aug. spriedumu **tirgotāju Jāni Reinholdu, Rīgā, Matīsa ielā 32, par tirgošanas savā pienu veikalā 1936. gada 31. jūlijā ar pilnpienu, kas saturējies tikai 2,9% tauku vielu,** pēc Sodulik. 234. p. sodījis ar 8 latiem vai pierādīti maksātnespējas gadījumā ar 2 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā. 20542g
Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī.
Mirtiesnesis **V. Bišentrops**.

Rīgas 16. iec. mirtiesnesis, uz Civilproc. lik. 2011., 2014., 2019. p. pamata, paziņo, ka pēc mirušās Marijas Reinkalns ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās minētām mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“
Ja minētās personas savas tiesības augšminētā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs par šīs tiesības zaudējušām. 20543
1936. g. 12. oktobrī. L. 1416
Mirtiesnesis **E. Maurers**.

Rīgas 16. iec. mirtiesnesis, uz Civilpr. lik. 2011., 2014., 2019. p. pamata paziņo, ka pēc mirušās Amalijas Vegners ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to tiesības, kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās minētām mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“
Ja minētās personas savas tiesības augšminētā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs par šīs tiesības zaudējušām. 20544
1936. g. 12. oktobrī. L. 1417
Mirtiesnesis **E. Maurers**.

Rīgas apr. 1. iec. mirtiesnesis uz Civilproc. lik. 1679. p. pamata, uzaicina kreditorus, vai viņu tiesībuņēmējus, ierakstus Rīgas apr. 1. iec. mirtiesneša kamerā Rīgas Jūrmalā. Dubultos, sapemti no Valsts zemes bankas viņa depozīta iemaksāto naudu hipotēkārisko parādu dzēšanai līdz ar % pēc prasību dokumentiem, nostiprinātiem uz Rīgas apr. atrodos no Slokas mācītāja muižas atdalīto agrāko dzimtaszemes zemes gabala 33b, 34 un 40a, pēc agrārās reformas 27F, ar zemes grāmatu reģ. 2458. num. nostiprināto obligāciju no 1913. g. 13. jūnijā ar 270. num. par 1000 kr. rbl. līdz 7% par 10 gadiem, kopā 1700 kr. rbl. = Ls 22,67.
Dubultos, 1936. g. 12. okt. 587. 20459g
Mirtiesnesis **A. Bērziņš**.

Dobeles iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz savu šī gada 6. oktobra nolikumu un Civilproc. lik. 1629., 1710., 1695. un 1696. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1936. g. 12. janv. mirušā Kriša Piņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“ Termiņa nepieteiktās tiesības un prasības ieskatīs par spēku zaudējušām. 20296g
Dohelē, 1936. g. 9. oktobrī.
Mirtiesnesis **A. Vaitis**.

Jekabpils iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Sodulik. 239. p., izsludina, ka ar viņa 1936. gada 19. aug. spriedumu **Zelma Kaktiņš, dzim. Rozenbergs,** viņas apšūdzības lietā pēc Sodulik. 235. p., par to, ka viņas vadītās viesnīcas „Eiropa“ telpas, kas atrodas Jekabpīlī, Vadoga ielā 33, š. g. 23. jūlijā atrastas nērtas un tūpat netīri bijuši viesnīcas naži un dakšas un cits inventārs, sodīta ar Ls 20.— vai maksātnespējas gadījumā ar 5 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā.
Jekabpīlī, 1936. g. 13. okt. 61136. 20545g
Mirtiesnesis **V. Brunovskis**.

Liepājas 2. iec. mirtiesnesis ar 1936. g. 23. sept. tiesas pavēli **Jāni Vilmu,** dzim. 1889. gada 23. jūlijā, pēc Sodulik. 236. p. 1. d. sodījis ar Ls 25.— vai

maksātnespējas gadījumā ar 7 dienām aresta par to, ka š. g. 10. augustā viņam piederošā desu darbnīcā Liepājā, Apšu ielā 28, atrastas cilvēku uzturam nederīgas desas.
Liepājā, 1936. g. 13. oktobrī. 537. 20546g
Mirtiesnesis **T. Vegners**.

Liepājas 2. iec. mirtiesnesis ar 1936. g. 23. sept. spriedumu **Minnu Bērmanis, dzim. Meijersons,** dzim. 1889. g. 22. febr., pēc Sodulik. 236. p. 1. d. sodījis ar Ls 25.— vai maksātnespējas gadījumā ar 1 nedēļu aresta par to, ka viņai piederošā veikalā, Liepājā, Tirgoņu ielā 11, pārdotas bojātas šokolādes konfektes, kurās atradusies tārpī.
Liepājā, 1936. g. 13. oktobrī. 470. 20547g
Mirtiesnesis **T. Vegners**.

Liepājas 3. iec. mirtiesnesis ar 1936. g. 11. sept. spriedumu **Annū Sprūdi** pēc Sodulik. 237. p. 1. d. par veselībai kaitīgu ēdamvielu glabāšanu savā veikalā, sodījis ar Ls 20.— vai 6 dienām aresta. 20548g
Liepājā, 1936. g. 12. oktobrī.
Mirtiesnesis **J. Gertmanis**.

Liepājas 3. iec. mirtiesnesis ar 1936. g. 31. aug. tiesas pavēli **Annū Sprūdi** pēc Sodulik. 236. p. 1. d., par viltota un bojāta pilnpiena pārdošanu š. g. 18. jūlijā savā pienu veikalā sodījis ar Ls 15.— vai 4 dienām aresta.
Liepājā, 1936. g. 12. oktobrī. 637. 20549g
Mirtiesnesis **J. Gertmanis**.

Liepājas 3. iec. mirtiesnesis ar 1936. g. 31. aug. tiesas pavēli **Joreim Dūcmani** pēc Sodulik. 236. p. 1. d., par bojāta pilnpiena piegādāšanu patērētājiem š. g. 17. jūlijā sodījis ar Ls 15.— vai maksātnespējas gadījumā ar 4 dienām aresta.
Liepājā, 1936. g. 12. oktobrī. 639. 20550g
Mirtiesnesis **J. Gertmanis**.

Liepājas lauku iec. mirtiesnesis, uz savu 1936. g. 10./17. sept. lēmuma pamata, uzaicina **Jāni Vāru** 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, paziņot mirtiesnesim par savu izvēlēto dzīves vietu Liepājas apr. vai uzrādīt tur dzīvojošu personu, ko Jānis Vārns pilnvarojis sapemti viņam mirtiesnesīa piesūtāmās pavēstes un papirus; pretējā gadījumā pēc minētā laika noteicēšanas noliks uz tiesas sēdi lietu par Margietas Vārnas prasību pret Jāni Vāru par Ls 360.—, alimēntiem un visas Jānim Vārnai šī lietā iesūtāmās pavēstes un papirus atstās mirtiesneša kancelejā, un Jānim Vārnai nebūs tiesības aizbildināties ar šo papīru un pavēstu nezināšanu.
Liepājā, 1936. g. 10. oktobrī. 1096/36. 20297g
Mirtiesnesis **J. Gertmanis**.

Krāslavas 1. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 8. okt. lēmumu, uz Civilproc. nolik. 1725. p. un Latgales Civillik. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1936. g. 4. sept. mirušās Varvas Sjanits, ir palicis mantojums Krāslavā, Ezera ielā 6/8, un uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu vai sakarā ar to kādas tiesības, pieteikt tās minētam mirtiesnesim viņa kamerā Krāslavā, Sporta ielā 3, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.“ 390/36. 20302g
Krāslavā, 1936. g. 8. oktobrī.
Mirtiesnesis **N. Reķe**.

Krāslavas 2. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 9. okt. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. p. un Latgales Civillik. 1239. p. 1. d., paziņo, ka pēc 1927. g. 5. okt. mirušā Vincenta (Vikentija) Alojza d. Jufana, ir palicis mantojums Izvaltas pag. Meža-Suveizdu s. 6. viens., un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu, vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tās mirtiesneša kamerā Krāslavā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“ 505. 20303g
Krāslavā, 1936. g. 9. oktobrī.
Mirtiesnesis **J. Sūcis**.

Krāslavas 2. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 9. okt. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. p. un Latgales Civillik. 1239. p. 1. d., paziņo, ka pēc 1936. g. 18. apr. mirušā Franča Seikala (Seikalis), dzim. 1863. g., ir palicis mantojums Krāslavas pag. Lielo-Zimaižu sādžā, un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu, vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tās mirtiesneša kamerā Krāslavā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.“ 503. 20304g
Krāslavā, 1936. g. 9. oktobrī.
Mirtiesnesis **J. Sūcis**.

Krāslavas 2. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 9. okt. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. p. un Latgales Civillik. 1239. p. 1. d., paziņo, ka pēc 1932. g. 5. jūlijā mirušā Donata Stivrina, dzim. 1864. g. 29. nov., ir palicis mantojums Izvaltas pag. Lielo-Suveizdu sādžās 14. viens., un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tās mirtiesneša kamerā Krāslavā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“ 506. 20305g
Krāslavā, 1936. g. 9. oktobrī.
Mirtiesnesis **J. Sūcis**.

Krustpils iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 7. okt. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. p. un Latgales Civillik. 1239. p. un 1241. p., paziņo, ka pēc 1936. g. 26. jūlijā mir. Jāņa Upiņa un 1936. g. 14. janv. mir. Jura Upiņa ir palicis mantojums Aiviekstes pag. Tuntulu mājās, nekustama visus, kam uz šo mantojumu, vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tās mirtiesneša kamerā. **Krustpīlī, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“**
Krustpīlī, 1936. g. 7. oktobrī. 566. 20554g
Mirtiesnesis **A. Bergmanis**.

Ludzas 1. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz savu šī gada 8. oktobra lēmumu, Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nolik. 1725. p. 1. d., uzaicina 1935. g. 18. augustā Zvirgzdenes pag. mirušā Petera Kuzmina mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi“ savas mantošanas tiesības uz netaisīti atstāto mantojumu, kas atrodas Ludzas apr. Zvirgzdenes pagastā.
Pēc minētā termiņa noteicēšana pieteikumus nepieņem.
Ludzā, 1936. g. 9. oktobrī. 261 hl. 20301g
Mirtiesnesis **R. Obrams**.

Ludzas 1. iec. mirtiesnesis paziņo, ka Zalams Sijers 1936. g. 21. aug. ir iesniedzis prasību pret Jāni Vanagu un Pēteri Vonogovu, kurū agrākā dzīves vieta ir bijusi Briģu pag. Poddubies ciemā, par 1935. g. 28. maijā starp prasītāju un atbildētājiem noslēgtā firmas Omega de Luxe 42293. velosipēdu pirkšana-pārdošanu uz nomaksu līguma atzīšanu par spēkā neesošu, minētā velosipēda atņemšanu no atbildētājiem un par atlīdzības pieprasīšanu no atbildētājiem par velosipēda lietošanu par labu prasītājam pa Ls 6.— mēnesi, skaitot no 1935. g. 28. maija līdz velosipēda atpakaļ nodošanai, kādām prasības lūgumiem pievienots min. līgums, un uzaicina minētos atbildētājus **Jāni Vanagu** un **Pēteri Vonogovu** 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.“ paziņot Ludzas 1. iec. mirtiesnesim savas dzīves vietas, kāda pienākuma neizpildīšanas gadījumā visus aicinājumus un citus paziņojumus atstāt pie lietās un skaitīs par izsniegtiem atbildētājiem.
Ludzā, 1936. g. 12. oktobrī. 452c. 20462g
Mirtiesnesis **R. Obrams**.

Preiļu iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Latgales Civillik. 1239. p. un Civilproc. nolik. 1725. p. 1. d., uzaicina 1936. gada 27. aug. mirušā Jezupa Bondara mantiniekus 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“ pieteikt minētam mirtiesnesim savas mantošanas tiesības uz augstāk minētā Bondara atstāto kustamo un nekustamo īpašumu.
Preiļos, 1936. g. 7. oktobrī. C. 738/36. 20194g
Mirtiesnesis **V. S. Novickis**.

Rēzeknes 3. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1725. p., un Latgales Civillik. 1239. p., uzaicina 1927. gada 1. janvārī mirušā Aloīza Dzeņa

mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesības uz mantojumu, kas palicis Rēzeknes apr. Ozolmuižas pagastā.
Mantojuma tiesības jāpieteic 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.“ 20463g
Rēzeknē, 1936. g. 12. oktobrī.
Mirtiesnesis **Z. Ozoliņš**.

Varaklānu iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 5. g. 9. okt. lēmumu un Civilproc. nol. 1725. p., 1727. p. un Latgales Civillik. 1239. p., uzaicina 1935. g. 12. nov. mirušā Jāņa Indriķa d. Jaunzema mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesības atgūšanai mirtiesnesim uz neaizņemto kustamo un nekustamo īpašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Varaklānu pagastā Robežnieku mājās 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“
Pēc šī termiņa izbeigšanās nekādas prasības vairs nepieņem. 344/bl. 20196g
Varaklānos, 1936. g. 9. okt. Mirtiesnesis **A. Skromānis**.

Rīgas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Driba paziņo, ka 1936. g. 28. oktobrī, pikst. 10, Rīgā, Marijas ielā 60, dz. 5, pārdos **Ernesta un Elzas Nemme** flīģeli „Becker“ firm., novērtētu par Ls 500.—
Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 20621
Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.
Tiesu izpildītājs **J. Driba**.

Rīgas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Driba paziņo, ka 1936. g. 28. oktobrī, pikst. 10,30, Rīgā, Marijas ielā 110, pārdos 2. izsolē **Georga Ivanova** klavieres, novērtētas par Ls 400.—
Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 20620
Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.
Tiesu izpild. **J. Driba**.

Rīgas apgabalt. 8. iec. tiesu izpildītājs J. Driba paziņo, ka 1936. gada 28. oktobrī, pikst. 11,30, Rīgā, Pērnavas ielā 28, pārdos **Leņa Kaka** pianino, novērtētu par Ls 700.—
Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 20622
Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.
Tiesu izpildītājs **J. Driba**.

Rīgas apgabaltiesas 10. iec. tiesu izpildītājs K. Apsītis (kanceleja Rīgā, Matīsa ielā 13, 8. dz.) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:
1) Jāņa Krastiņa Ls 800.— ar proc. prasības piedziņai 1936. g. 19. decembrī pikst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļā sēž uz zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Edeī Bērziņš** piederošo 1/4 nekustamās mantas, kas atrodas Rīgā, Beberbeķas ielā, 6. h. pot. iec., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 4594. num. (2. grupā, 81. grūnti) un sastāv no Mazdames muižas zemes gabala 5F, kas atdalīts no immobil. VI-147;
2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 1440.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 600.— un prasīb s nodrošināšanas atzīme par Ls 813.—;
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 144.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanas nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 20623
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.
Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.
Tiesu izpildītājs **O. Jurka**.

Rīgas apgabalt. 11. iec. tiesu izpildītājs O. Jurka paziņo, ka 1936. g. 27. oktobrī, pikst. 10, Rīgā, Pulkv. Briēža ielā 13, dz. 9, Krievu k/a kases prasībā pārdos 2. izsolē **Aleksandra Kalniņa** mēbeles, novērtētas par Ls 700.—
Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 20626
Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.
Tiesu izpildītājs **O. Jurka**.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja Rīgā, Andr. Pumpura ielā 3, 7. dz.) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:
1) Almas un Skaidrītes Plūmīņš un Latvijas aizsardzības biedrības prasību apmierināšanai 1937. g. 24. aprīlī, pikst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēž uz zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Alfrēda Plūmīņa** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgā apr. Suntuņu pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 382. num. un sastāv no Kastrānes muižas atdalīta zemes gabala „Krklandi“;
2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 5607.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 4200.— un nodrošināšanas atzīmes par Ls 13.442.—;
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 560,70 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanas nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.
Rīgā, 1936. g. 28. sept.
Tiesu izpildītājs **K. Apsītis**.

Rīgas apgabaltiesas 10. iec. tiesu izpildīt. K. Apsītis (kanceleja Rīgā, Matīsa ielā 13, 8. dz.) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:
1) Latvijas hipotēku bankas prasības piedziņai 1936. gada 19. decembrī pikst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēž uz zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Katrinis Strautmanis, Margareta Strautmanis, Zenijas Gebels** un **Elfrīdas Tučinskis** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgā, Daučavgrīvis ielā 28, 4. hipot. iecirknī, ierakstīta

zemes grāmatu reģistra 995. num. (63. grupā, 109. grūnti) un sastāv no p. līnija īpašuma zemes gabala;
2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 5000.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 5000.— un **Ādolfam Vasiļevskim** tiesas hipotēka par labu vienreizīg maksājuma par Ls 3,72 un periodisku maksājumu pa Ls 25.— mēnesi nodrošināšanai;
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 500.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanas nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienā Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.
Rīgā, 1936. g. 28. s.pt. 20624
Tiesu izpildītājs **K. Apsītis**.

Rīgas apgabaltiesas 10. iec. tiesu izpildīt. K. Apsītis (kanceleja Rīgā, Matīsa ielā 13, dz. 8) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:
1) Latvijas hipotēku bankas prasības piedziņai 1936. g. 19. decembrī, pikst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēž uz zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Ebrēļu** sabiedriskā nama iegūšanas un izmantošanas „A. S. Vienība“ nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgā, Skolas ielā 6, 2. hipot. iecirknī un ierakstīta zemes grām. reģ. 213. num. (20. grupā, 135. grūnti) un sastāv no pilnīga īpašuma zemes gabala;
2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 200.000.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 631.687.— un 180.000 cāra rbj. **Nodokļu** departamenta prasības nodrošināšanas atzīme par Ls 6.943,84;
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 20.000.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanas nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.
Rīgā, 1936. g. 28. septembrī.
Tiesu izpildītājs **K. Apsītis**.

Rīgas apgabaltiesas 10. iec. tiesu izpildīt. K. Apsītis (kanceleja Rīgā, Matīsa ielā 13, dz. 8) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:
1) Beimesa Hiršmaņa prasības piedziņai 1937. gada 28. aprīlī, pikst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēž uz zālē pārdos 1. publiskā izsolē pilnā sastāvā **Kārļa Liekna** nekustamo mantu Jelgavas apr. Salgales pag. Emburgas muižas „Rāceņu“ mājās ar zemesgrāmatu reģ. 5520. num., platībā 10,1 ha;
2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 3138.—;
3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 1700.— ar proc.;
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 313,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja nekustamās mantas iegūšanai;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj jāpieteic līdz izsoles dienai.
Pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesā. 20207
Jelgavā, 1936. g. 9. oktobrī.
Tiesu izpild. **R. Mākalns**.

Jelgavas apgabalt. Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs Roberts Mākalns (kanceleja Jelgavā, Annas ielā 11. 1. dz.) paziņo, ka:
1) Beimesa Hiršmaņa prasības piedziņai 1937. gada 28. aprīlī, pikst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēž uz zālē pārdos 1. publiskā izsolē pilnā sastāvā **Kārļa Liekna** nekustamo mantu Jelgavas apr. Salgales pag. Emburgas muižas „Rāceņu“ mājās ar zemesgrāmatu reģ. 5520. num., platībā 10,1 ha;
2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 3138.—;
3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 1700.— ar proc.;
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 313,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja nekustamās mantas iegūšanai;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj jāpieteic līdz izsoles dienai.
Pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesā. 20207
Jelgavā, 1936. g. 9. oktobrī.
Tiesu izpild. **R. Mākalns**.

Jelgavas apgabalt. Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs Roberts Mākalns (kanceleja Jelgavā, Annas ielā 11, dz. 1) paziņo, ka:
1) Valsts zemes bankas prasības piedziņai 1937. g. 21. jūl., pikst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēž uz zālē pārdos 1. publiskā izsolē pilnā sastāvā **Gustava Silagaila** nekustamo mantu Jelgavas apr. Salgales pag. Emburgas muižas Druku mājās ar zemesgrāmatu reģ. 4743. num., platībā 64,38 deset.;
2) nekustama manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 12.000;
3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 14.600.— ar proc. un mūža uzturu Annai Silagailis;
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 1200.— un jāiesniedz tieslietu ministra apliecinājums nekustamās mantas iegūšanai;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesā. 20203
Jelgavā, 1936. g. 9. oktobrī.
Tiesu izpild. **R. Mākalns**.

Daugavpils apgabaltiesas Rēzeknes 1. iec. tiesu izpildītājs A. Lazdiņš, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1185. p., paziņo, ka uz š. g. 14. novembrī nolikta **Jefima Grigorija d. Grodzinska** nekustamās mantas pārdošana, par ko izsludināts „Valdības Vēstneša“

Jelgavas apgabalt. Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs Roberts Mākalns (kanceļa Jelgava, Annas ielā 11. l. dz.) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 21. jūl., plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē pilnā sastāvā Pēterā Akmeņgrauža nekustamo mantu Jelgavas apr. Salgales pag. Emburģas muižas „Cūciņ-Akmeņu” mājās ar zemesgrāmatu reģ. 5115. num., platībā 61 ha;
2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 14.000;
3) tai ir hipotēku parādi par Ls 17.279,82 ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 1400.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja nekustamās mantas iegūšanai;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesā.
Tiesu izpild. R. Mākalns.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jachima Sprukstāna nekustamo mantu Talsu apr. Nogales pag. Nogales muižas Sprukstiņu mājās ar zemes grāmatu reģ. 1401. num., pilnā sastāvā, 17,53 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 4100.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 4220.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 410.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Fricā Šterna nekustamo mantu Talsu apr. Pastendes pag. Pastendes muižas Remplīnu mājās 28F ar zemes grāmatu reģ. 947. num., pilnā sastāvā, 18,97 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 3800.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 4200.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 380.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kazimira Zarana nekustamo mantu Kandavas pag. Talsu apr. Aizdzīres muižas Zariņu 112F mājās, ar zemes grāmatu reģ. 5644. num., pilnā sastāvā, 22,38 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 3000.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3700.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 350.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Georģa Ezerkalna nekustamo mantu Zentenes pag. Rindzeles muižas Ūsas 169F mājās ar zemes grāmatu reģ. 8927. num., pilnā sastāvā, 24,24 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 2300.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3000.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 230.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Aleksandra, Alviņes un Emilijas - Grietas Švelenberģu nekustamo mantu Talsu apr. Ārlavas pag. Lubu-Ošu muižas Viļņukalnu mājās ar zemes grāmatu reģ. 7282. num., pilnā sastāvā, 13,52 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 2100.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 2500.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 210.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. okt. 20691
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Kezbera nekustamo mantu Talsu apr. Zentenes pag. Balgales muižas Dumburu 23F mājās ar zemes grāmatu reģ. 2135. num., pilnā sastāvā, 16,30 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 3500.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3700.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 350.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Frīda Kriša d. Raka-Lasmaņa nekustamo mantu Talsu apr. Kandavas pag. Kandavas muižas Brūveru mājās ar zemes grāmatu reģ. 2955. num., pilnā sastāvā, 68,48 deset. platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 8200.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 9800.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 820.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Gotfrīda Sīpola nekustamo mantu Talsu apr. Ārlavas pag. Ārlavas muižas Ilgas 60F un 60Fa mājās ar zemes grāmatu reģ. 6143. num., pilnā sastāvā, 22,30 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 5300.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 5700.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 530.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kārlja Kalnieka nekustamo mantu Talsu apr. Ārlavas pag. Ārlavas muižas Zariņu 112F mājās, ar zemes grāmatu reģ. 5644. num., pilnā sastāvā, 22,38 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 3000.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3700.— ar proc.;

apr. Laidzes pag. Nurmuižas Egles 113F mājās ar zemes grāmatu reģ. 1367. num., pilnā sastāvā, 19,34 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 2200.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 2600.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 220.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. okt. 20696
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Fricā Jansona nekustamo mantu Talsu apr. Ārlavas pag. Pūņu muižas zemesgab. Samieši 9F ar zemes grāmatu reģ. 5071. num., pilnā sastāvā, 13,09 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 1600.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 1800.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 160.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. okt. 20697
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Bērtuļa Eiermaņa nekustamo mantu Talsu apr. Kandavas pag. Kandavas muižas Brūveru mājās ar zemes grāmatu reģ. 2955. num., pilnā sastāvā, 68,48 deset. platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 8200.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 9800.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 820.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Gotfrīda Sīpola nekustamo mantu Talsu apr. Ārlavas pag. Ārlavas muižas Ilgas 60F un 60Fa mājās ar zemes grāmatu reģ. 6143. num., pilnā sastāvā, 22,30 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 5300.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 5700.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 530.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Antona Kalvas nekustamo mantu Talsu apr. Laidzes pag. Laidzes - Rocēšu muižas Apšenieku 34F un 34Fa mājās ar zemes grāmatu reģ. 2732. num., pilnā sastāvā 21,76 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 3500.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 4200.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 350.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. okt. 20701
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jūlija Rukkes nekustamo mantu Ārlavas pag. Talsu apr. Tīngeres-Sarkastes un Kalna muižas Rukas 35F mājās ar zemes grāmatu reģ. 3146. num., pilnā sastāvā, 22,30 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 3000.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3100.— ar proc.;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 300.— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu nepiecieš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. okt. 20702
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. gada 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Frīda Kriša d. Raka-Lasmaņa nekustamo mantu Talsu apr. Ārlavas pag. Popervales muižas Smiltiņu 19F un 19Fa mājās ar zemes grāmatu reģ. 3119. num., pilnā sastāvā, 19,34 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 2200.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 2700.— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 220 drošības nauda un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. gada 16. jūnijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Rudolfa Bodnieka nekustamo mantu Talsu apr. Zentenes pag. Galtenes muižas Kalkuleju 12F mājās ar zemesgrāmatu reģ. 2704. num., pilnā sastāvā, 18,30 ha platībā;
2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 2300.—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 2800.— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 230 drošības nauda un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.
Talsos, 1936. g. 10. oktobrī.
Tiesu izpild. P. Kupševics.

Liepājas apgabaltiesas Aizputes iec. tiesu izpildītājs A. Sālavas (kanceļa Aizputē, Jelgavas ielā 4), saskaņā ar Civiltieslietu ministrijas nolik. 1283.—1290. p. paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1936. g. 4. decembrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. atklātā izsolē Ieņai Inča m. Stāts, dzim. Zalkalns, piederošo nekustamo mantu Aizputē, Sporta un Māteru-Jūra ielu stūrī 6/7, ar zemes grāmatu 481. num., zemes platība 5303 kv. metri;
2) šīs nekustamās mantas zemes grāmatas ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā;

3) nekustamā manta pilnā sastāvā novērtēta par Ls 380.—;
4) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem Latvijas hipotēku bankai Ls 200;
5) solītajiem jāiemaksā Ls 38 drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā.
Aizputē, 1936. g. 5. oktobrī.
20705
Tiesu izpildītājs A. Sālavas.

Liepājas apgabaltiesas Aizputes iec. tiesu izpildītājs A. Sālavas (kanceļa Aizputē, Jelgavas ielā 4), saskaņā ar Civiltieslietu ministrijas nolik. 1283.—1290. p. paziņo, ka:

- 1) Jāņa Bērziņa prasības apmierināšanai 1936. g. 4. decembrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. atklātā izsolē Alfrēda - Eļevferija Mārtiņa d. Sērmukša nekustamo mantu Aizputē, Austrumu ielā 11 ar zemes grāmatu 391. num., zemes platība 7809 kv. metru;
2) šās nekustamās mantas zemesgrāmatas ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā;

3) nekustamā manta pilnā sastāvā novērtēta par Ls 450.—;
4) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankai Ls 300.— un Jānim Bērziņam Ls 1000.—;
5) solītaj. jāiemaksā Ls 45.— drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā.
Aizputē, 1936. g. 14. oktobrī.
L 914
Tiesu izpildītājs A. Sālavas.

Daugavpils apgabaltiesas Rēzeknes 1. iec. tiesu izpildītājs A. Lazdiņš, saskaņā ar Civiltieslietu ministrijas nolik. 1185. p. paziņo, ka uz š. g. 24. oktobrī nolikta Hermāna Leona d. Terentjeva, arī Kriļova, nekustamās mantas pārdošana, par ko izsludināts „Valdības Vestnesis” 182. numurā, sakarā ar lietas izbeigšanu, atcelta.
205591
Tiesu izpildītājs A. Lazdiņš.

„Ļoti testāžu sludinājumi.”

Iekšlietu ministrijas Pašvaldības departaments paziņo, ka iekšlietu ministrs ar š. g. 6. okt. rezolūciju, pamatojoties uz 1922. g. 14. jūlija likuma (lik. kr. 136) 14. p. 2. d., atļāvis pārdēvēt Aizputes apr. Sakas pag. esošo nekustamo mantu — „Peše” mājās, dodot tam nosaukumu „Turaidas”.
Rīgā, 1936. g. 14. oktobrī.
87196. 20587g
Pašvaldības departamenta direktors J. Zankēvics.
Lauku nodaļas vadītājs J. Ziemānis.

Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1936. g. 23. oktobrī, plkst. 11, Rīgā, Kungu ielā 15, pārdos vairāksolišā Rozas Aronštama un Dāvida Školņika kustoamo mantu, novērtētu par Ls 3.100.—, vīnu dažādu nodokļu parāda piedzišanai.
Rīgā, 1936. g. 15. oktobrī.
206191
Nod. piedzin. A. Krauklīš.

PAZIŅOJUMS.
1936. g. 9. okt. finanču ministrs apstiprinājis Izdevēju paju sabiedrības „Zemnieka domas” statūtu 7. panta grozījumu, saskaņā ar ko sabiedrība izlaiž 100 jaunus trešā izlaiduma paņus par Ls 100.— katru, kopsummā par Ls 10.000.— nominālvērtībā, sastādot tadā kārtā Ls 50.000.— lielu pamatkapitālu, kas sadalās 500 paņos par Ls 100.— katrs.

Paju jaunizlaidumam finanču ministrs apstiprinājis sekojošus noteikumus:
a) sabiedrība izlaiž 100 jaunus trešā izlaiduma paņus, katru par Ls 100.—

Latvijas hipotēku banka,

pamatojoties uz Likumu par valsts zemes fondā ieskaitīto zemju hipotēkārīgu parādu nolīdzināšanu un dzēšanu, ar šo uzaicina personas, kam ir tiesības uz prasību pēc sekošām hipotēkām:

1. par 1.000 kr. rbl. no 1903. g. 18. dec. ar 243. num., apstipr. uz nekustamu īpaš. Kēmeros, ar zemes grām. reģ. 1736. num.;
2. par 3.000 rbl. no 1911. g. 29. marta ar 847. num., apstipr. uz nekustamu īpaš. Kēmeros, ar zemes grām. reģ. 1736. num.;
3. par 3.000 rbl. no 1911. g. 23. novembra ar 4146. num., apstipr. uz nekust. īpaš. Rīgā, 6. hip. iec., ar zemes grām. reģ. 1335.(2899.) num.;
4. par 3.000 rbl. no 1913. g. 23. novembra ar 3299. num., apstipr. uz nekust. īpaš. Rīgā, 6. hip. iec., ar zemes grām. reģ. 1335.(2899.) num.;
5. par 3.000 rbl. no 1903. g. 25. novembra ar 1652. num., apstipr. uz nekust. īpaš. 23. jūlija ar 1771. num., apstipr. uz nekust. īpaš. Šampetermužā ar zem. grām. reģ. 1285. num.;
6. par 900 kr. rbl., korrob. 1902. g. 25. oktobrī ar 717. num. uz nek. īpaš. Talsos ar zemes grām. reģ. 133. num.;
7. par 1.500 rbl., korrob. 1885. g. 7. marta,
8. par 1.500 rbl., korrob. 1887. g. 23. janvārī,
9. par 4.000 rbl., korrob. 1912. g. 30. janvārī ar 9. num. uz nek. īpaš. Valmierā ar zem. grām. reģ. 179. num.;
10. par 46 rubļiem, korrob. 1827. g. uz nek. īpaš. Jēkabpilī ar zem. grām. reģ. 101. num.;
11. par 1700 rbl., apstipr. 1885. g. 24. maijā uz nek. īpaš. Talsos ar zem. grām. reģ. 100. num.;
12. par 1.500 rbl., apstipr. 1881. g. 9. jūlijā,
13. par 1.500 rbl., apstipr. 1882. g. 28. janvārī,
14. par 1.610 rbl., apstipr. 1884. g. 7. maijā,
15. par 500 rbl., apstipr. 1887. g. 27. jūlijā,
16. par 600 rbl., apstipr. 1887. g. 27. jūlijā, uz nek. īpaš. Talsos ar zem. grām. reģ. 187. num.;
17. par 10.000 rbl., apstipr. 1912. g. 21. maijā ar 243. num. uz nek. īpašumu Kēmeros ar zem. grām. reģ. 2501. num.;
18. par 4.500 rbl., apstipr. 1892. g. 30. janvārī,
19. par 12.000 rbl., apstipr. 1905. g. 2. augustā,
20. par 3.000 rbl., apstipr. 1909. g. 15. septembrī,
21. par 2.400 rbl., apstipr. 1878. g. 13. oktobrī,
22. par 3.000 rbl., apstipr. 1880. g. 20. jūlijā,
23. par 3.000 rbl., apstipr. 1897. g. 4. marta,
24. par 5.500 rbl., apstipr. 1904. g. 4. oktobrī,
25. par 2.000 rbl., apstipr. 1909. g. 17. septembrī, uz nek. īpaš. Saldū, ar zem. grām. reģ. 182. un 183. num., un kuŗas tagad uz zemes reformas likuma dzēstas, pieteikt šīs savas tiesības, uzrādot prasības dokumentus, Latvijas hipotēku bankai viena mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” pretēja gadījumā ekvivalentu iemaksās attiecīgas tiesas depozītā.

Latvijas hipotēku banka.

Valsts cukura monopola pārvalde

š. g. 30. oktobrī, plkst. 10, Rīgā, L. Smiļšu ielā 1/3, 7. dz., izdos rakstiskā sacensībā cukura ieviešanu un izvietojšanu darbus Rīgas noliktavās.

Sacensības piedāvājumi un darbu kārtīga pildīšana jānodrošina ar Ls 1000.—. Ar tuvākiem sacensības noteikumiem var iepazīties Valsts cukura monopola pārvaldē, Rīgā, L. Smiļšu ielā 1/3, 7. dz., no plkst. 9 līdz 15.

Pasta un telegrafa departaments

š. g. 21. oktobrī, plkst. 10, savās telpās Radio ielā, izdos sacensībā metāla ietverēs iestīklotas barjēra virsdaļas pagatavošanas darbus.

Nodrošinājums Ls 500.—. Līdz ar nodrošinājumu jāiesniedz arī Nodokļu dep. apliecība par nodokļu kārtīgu maksāšanu. L 3746 20601 Tuvākas ziņas dod departamenta būvniecības daļa. 2*

Dzelzceļu virsvaldes mašīnu un materiālu direkcija izsludina rakstiskas sacensības:

1936. g. 26. okt. 14.000 dažādu kātu piegādei; dažādu medikamentu, pēc saraksta, piegādei.
 1936. g. 27. okt. 20 kabatas pulksteņu un 35 sienas pulksteņu „Zenith” piegādei; Diferenciālās eļļas — 1000 kg piegādei.
 1936. g. 13. nov. 1) vara plāksņu un degtuvju vara sienu — 18 gb.; 2) katlu dzelzs plāksņu — 73 gb.; 3) 40 gab. otra lab. dzelzs plāksņu piegādei.
- Sacensību sākums plkst. 11, 121. ist. Daļbniekiem jāiemaksā drošības nauda 5% no piedāvājuma vērtības. Tuvākas ziņas 103. ist. L 3555 20602

Šoseju un zemes ceļu depart. 10. raj. inženieris, Madonā, noturēs jauktas izsoles

š. g. 29. oktobrī, plkst. 9, Vecgulbenes pagasta namā, 120 m³ laukakmeņu piegādei uz Gulbenes pilsētas šosejas no 0,615 līdz 2,996 km bituminēšanas darbu vajadzībām. Laukakmeņu piegādi izdos vienībās pa 20 m³. Drošības nauda katrā vienībā Ls 10.—. Ar tuvākiem nosacījumiem var iepazīties rajona kanceļārā Madonā, Upes ielā 3, parastā darba laikā un izsoles dienā uz vietas. L 3559 20603

Šoseju un zemes ceļu depart. 12. raj. inženieris

Kuldīgā, Baznīcas ielā 1, š. g. 3. novembrī, plkst. 11 izdos otrreizējā jauktā izsolē 330 m³ laukakmeņu piegādi Kuldīgā—Skrundas šosejas bituminēšanas vajadzībām no 35,163—30,394 km. Izsolī noturēs mazās vienībās 25—30 m³. Nodrošinājums Ls 80 sant. par kub. metru. Tuvākas ziņas — rajona kanceļārā, parastā darba laikā. L 3567 20604

Bērzaunes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. JV 015044, ko Jasmūiņas pag. valde 1932. g. 18. okt. izdevusi Audriņam Kažemākam. Istras pag. valde izsludina par nederīgu Latvijas iekšzemes pasi ser. PL № 012398/1998, ko Vandzenes pag. valde 1932. g. 8. septembrī izdevusi Vitālijam Čučnovam. 19727r

Gulbenes virsmežniecība

1936. g. 26. oktobrī, plkst. 12, 5. Tirzas iec. mežziņa kanceļārā, pārdos sacensībā vecās lopu kūti noplēšanai 5. Tirzas iec. mežniecībā, Tirzas novadā.

- 1) 31. Kaidagu apgaitas veco lopu kūti, novērtētu par Ls 30,—
 - 2) 32. Cikadeles apg. vecās lopu kūti daļu, novērt. par Ls 25,—
- Virsmežniecība patur tiesības izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem. Tuvākas ziņas virsmežniecības kanceļārā un pie 5. Tirzas iec. mežziņa. 20718 Gulbenes virsmežniecība.

Slates virsmežniecība

1936. g. 17. novembrī, plkst. 12, virsmežniecības kanceļārā mutiskā izsolē

pārdos augošu mežu pēc platības un celmu skaita un saimnieciskā kārtā sagatavotus skuju koku baļķus

- 1., 2. un 3. iec. mežniecībās, pavisam 22 vienības, no Ls 76,— līdz Ls 2000,—.
- Mežu pārdos pēc Zemkopības ministra 1935. g. 15. oktobra apstiprinātiem nosacījumiem. Virsmežniecība patur tiesības izsludinātās un pārdošanai nolemtās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem. Tuvākas ziņas virsmežniecības kanceļārā un pie iecirkņu mežziņiem. 20717 Slates virsmežniecība.

Ugāles virsmežniecība

1. iec. mežniecības telpās Ugālē, 1936. g. 13. novembrī, plkst. 13.30, pārdos mutiskā izsolē:

- 1) augošu mežu pēc platības un celmu skaita: 1., 3., 4., 5. un 7. iec. mežniecībās, 28 vienības, vērtībā no Ls 3,— līdz Ls 892,—.
 - 2) saimnieciskā kārtā sagatavoto dedzināmo malku: pie Ugāles stac. 13 vienības, vērtībā no Ls 41,— līdz Ls 625,—.
 - 3) vecās ēkas noplēšanai: 3. iec. mežniecībā 2 vienības, vērtībā no Ls 19,— līdz Ls 87,—.
 5. iec. mežniecībā 1 vienība, vērtībā Ls 39,—.
 7. iec. mežniecībā 5 vienības, vērtībā no Ls 13,— līdz Ls 64,—.
- Mežu pārdos saskaņā ar likumu par valsts mežu un meža materiālu pārdošanu un izsniegšanu un apstiprinātiem nosacījumiem. Virsmežniecība patur tiesības izsludinātās un pārdošanai nolemtās izsoles vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem. Tuvākas ziņas virsmežniecības kanceļārā un pie iec. mežziņiem. 20719 Ugāles virsmežniecība.

Daugavpils prefektūra izsludina par nederīgu Latvijas pasi ser. BN 003534/28291, ko šī prefektūra 1930. g. 19. martā izdevusi Margrietai Rullips.

Daugavpils prefektūra izsludina par nederīgu Latv. pasi ser. BN 005932/30669, ko šī pref. 1932. g. 5. martā izdevusi Jāzepam Slosbergam. 20563g

Daugavpils apr. polic. 1. iec. priekšn. izsludina par nozaudētu 31/4387. ieroču atļauju, kas 1934. g. 7. jūlijā izdota Leonam Vorslavanam, Kaļupes pagasta Rondovkas muižā. 20564r

Daugavpils apr. polic. 5. iec. priekšn. izsludina par nederīgām: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. JZ № 006378/3177, ko Asunes pag. valde 1928. g. 27. jūlijā izdevusi Modestam Lukaševičam, un 2) kumela reģistrācijas 1341. zīmī, ko Asūnes pag. valde 1933. g. 14. janvārī izdevusi Ignatam Milčikam. 20115r

Demenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 115. labības grām., ko šī pag. valde 1935. g. izdevusi Antonam Upeniekam. 20581g

Gauru pag. valde izsludina par nederīgu Latvijas pasi ser. KZ № 019191/5991, ko šī pag. valde 1928. g. 5. okt. izdevusi Aleksandrai Kārklīņai. 19171r

Gauru pag. valde izsludina par nederīgu 412. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde 1935. g. izdevusi Jānim Golobovam. 19814r

Jelgavas apr. polic. 3. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto 777. karaklausības apliecību, ko 1935. g. 23. febr. 3. Jelgavas kājn. pulka komand. izdevusi Fricim Cirulim. 19903r

Jelgavas apr. polic. 3. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. LK № 023217/217, ko šī apr. priekšn. 1. iec. palīgs 1927. g. 14. sept. izdevusi Jānim Smalkajam. 20114r

Jēkabpils pils. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 96. labības grāmatīgu, ko šī pilsētas valde 1935. g. izdevusi Jānim Gavrilovičam. 20726r

Jaunlatgales apr. pol. 4. iec. priekšn. izsludina par nozaudētu „Browning” sist. 6,35 kal. 355279. pistoli, ieroču atļauju šī ierocis nesāšanai Valdemāram Savļevičam 19. Jaunlatgales aizsargu pulka komand. izdevusi 1936. g. 17. aug. ar 29/1518. num.

Kalsnavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas pasi ser. MV № 014519/442, ko Laudonas pag. valde 1927. g. 17. nov. izdevusi Teodoram Berziņam. 19923r

Krimuldas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. NP № 022201/201, ko šī pag. valde 1927. g. 26. okt. izdevusi Eduardam Varmalam. 19820r

Kuldīgas apr. priekšn. izsludina par nozaudētu motocikla 2439. num., kas 1936. g. izdots Fricim Davidovam. 20569g

Kaunatas pag. valde izsludina par nederīgām: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. NL № 003465/3865, ko šī pag. valde 1928. g. 2. janvārī, un 2) kara klausības 1006. apliecību, ko Rēzeknes kara apr. priekšn. 1926. g. 12./18. janvārī izdevusi Viktoram Franča d. Seņkanam; 3) 1935. g. ražas 1430. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde izdevusi Jānim Bataaram, un 4) zirga pasi 13344/2744, ko šī pag. valde 1935. g. 17. febr. izdevusi Jānim Uškānam. 20276r

Kraukļu pag. valde izsludina par nozaudētu Latvijas iekšzemes pasi ser. MV № 008134/734, ko Virānes pag. valde 1935. g. 28. okt. izdevusi Broņislavai Majejskis, dz. Cava. 20582g

Kraukļu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 8722. kataklausības apliecību, ko Madonas kara apr. priekšn. 1931. g. 3. dec. izdevusi Jevgeņijam Repovam. 20582g

Liepājas pils. darba apgāde izsludina par nederīgām nozaudētās šīs apgādes izsniegtās darba grāmatīnas: 1) K 59262/13522, kas 1932. g. 21. jūnijā izsniegta Andrejam Mīkam; 2) K 74805/21073, 1933. g. 13. sept. Vladimīram Jurkam; 3) K 62809/15156, 1932. g. 28. jūnijā Johannai Knesis; 4) K 83415/24421, 1935. g. 1. okt. Andrejam Krūzenam; 5) K 59514/13327, 1932. g. 21. jūnijā Broņislavam Vasiļevam; 6) K 44900/766, 1932. g. 9. jūnijā Andrejam Gulbim; 7) K 48205/6497, 1932. g. 17. maijā Linai Ronis; 8) K 43440/60, ko 1932. g. Bauskas pag. valde izdevusi Vaclavam Kazimirovičam; 9) V 42734/269, ko 1932. g. 14. jūnijā Katlakalna pag. valde izdevusi Ievai Alksnis, un 10) K 06615/465, ko 1932. g. 8. aug. Vaigodes pag. valde izdevusi Aisei Dārznīks. 20489g

Ludzas apr. polic. 2. iecirkņa priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi KP № 019384/2584, ko Gauru pag. valde 1928. g. 3. jūlijā izdevusi Kazimīram Poikānam.

Naujenes pagasttiesa izsludina par nederīgām šīs pag. valdes izdotās aizbildna- aizgādņa apliecības: 1) 263., kas 1934. g. 27. janv. izdota Jānim Prudānam; 2) 3601., kas 1930. g. 5. aug. izdota Vikentijam un Jāzepam Konišiem; 3) 5812., kas 1930. g. 18. dec. izdota Jānim Stolam; 4) 432., kas 1930. g. 30. okt. izdota Teklai Lokis.

Stāmerienas pag. valde atsauc „Vald. Vēstn.” š. g. 215. num. ievietoto savu sludinājumu par Pētera Matvejaņa pases ser. MP 020758/5558, izsludināšanu par nederīgu, jo pase atrasta un ir derīga. 20120g

Nīcgales pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās Liksnas pag. valdes izdotās:

- 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. JV 017518/6318, kas 1929. g. 5. janvārī izdota Stapislavam Rasnačam; 2) kumelu reģistrācijas 1481. zīmī, kas 1934. g. 24. maijā izdota Staupislavam Smagaram. 19810r

Piedrujas pag. valde izsludina par nederīgu darba grāmatīgu 296/50198, ko šī pag. valde 1933. g. 21. aprīlī izdevusi Jānim Maslo; 2) atsauc „Valdības Vēstneša” 92. num. 8. lapp. ievietoto sludinājumu par Latv. pases ser. JT 004602/1802, kas 1928. g. 28. janv. izdota Ignatam Plotiņam, izsludināšanu par nederīgu, jo minētā pase ir atrasta. 20270r

Salas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 27. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde 1935. g. izdevusi Gertrūdei un Maksimiliānam Berciēm.

Sinoles pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. KT № 01832/3831, ko Augspils pag. valde 1928. g. 10. jūlijā izdevusi Jevdokijai Nazarovs. 19816r

Skaistas pag. valde izsludina par nederīgu Latv. iekšz. pasi ser. JN № 004125/2125, ko šī pag. valde 1928. g. 21. jūlijā izdevusi Voicecham Beinarovičam. 20134g

Stāmerienas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšzemes pasi ser. KT № 01832/3831, ko Augspils pag. valde 1928. g. 10. jūlijā izdevusi Jevdokijai Nazarovs. 19816r

Sventes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. KL № 024464/1664, ko šī pag. valde 1928. g. 13. febr. izdevusi Jānim Antuzevičam. 20127r

Tukuma pils. valde izsludina par nederīgu Jēkaba Fleišera nozaudēto 3861/496. zirga pasi, ko Kandavas pag. valde 1926. g. 12. janv. izdevusi Fricim Leitemam. 20571g

Tilžas pag. valde izsludina par nederīgām šīs pag. valdes izdotās: 1) Latv. iekšz. pasi ser. KZ № 017472/4272, kas 1931. g. 15. sept. izdota Annai Stāmeris, un 2) 971. labības grām., kas 1936. g. 13. febr. izdota Benediktam Zelčam, un 3) 930. grām., kas 1934. g. 6. dec. izdota Benediktam Agļeniekam. 20131g

Upmales pag. valde izsludina par nederīgām Kacēnu pag. valdes izdotās Latvijas iekšzemes pases: 1) ser. ZT 017045/8444, kas 1933. g. 30. nov. izdota Dimitrijam Zolīnam; 2) ser. ZT 000303/7703, kas 1931. g. 24. novembrī izdota Mikelim Dejevam; 3) ser. JK 003603/9003, kas 1935. g. 14. martā izdota Lubovai Dejevai, dzim. Lisaforovs, un 4) 1742. labības grāmatīgu, kas 1934. g. izdota Jevdokijai Nesterovs. 20273r

Višķu pag. valde izsludina par nederīgām šīs pag. valdes 1935. g. izdotās labības grāmatīpas: 1) 677., kas izd. Izidoram Kursitim, un 2) 1179. lab. grām. Kazimīram Spoģim, un 3) Latv. iekšz. pasi ser. JZ 018159/7157, ko Kapīņu pag. valde 1928. g. 31. jūlijā izdevusi Bronislavam Škaparam. 20586r

Zvirgzdenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi, ko nezināma iestāde izdevusi nezināmas personas 14 gadus vec. rūdai ķēvei ar rūdām krēpēm. Kēve pieder Ksaveram Barkanam, dzim. šī pag. M. Litavnieku sadzī. Personas, kam būtu uz minēto ķēvi kādas tiesības, pagasta valde uzaicina pieteikties šī pagasta valde 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. 2) Atsauca savu sludinājumu, kas ievietots š. g. „Valdības Vēstneša” 112. num. par iekšzemes pases ser. MZ № 008873/3475, ko šī pagasta valde 1928. g. 28. decembrī izdevusi Ksaveram Barkanam, nozaudēšanai. 19823r

Rīgas tirgu kalpotāju arteļa ārkārtējā pilnā biedru sapulce

notiks š. g. 31. oktobrī, plkst. 10, Lačplēša ielā 43.45.

Dienas kārtība: 1) Valdes ziņojumi; 2) jaunu biedru uzņemšana; 3) dažādi jautājumi. 20609g Valde.

Liepājas skolotāju krājaizdevu sabiedrība

pazīgo, ka tā savā ārkārtējā pilnā biedru sapulcē 1936. g. 4. oktobrī ir nolēmusi šo sabiedrību 20264r

likvidēt. Likvadācijas komisija.

Rīgas baptistu dr. „Golgatas” mantu loterijas 1936. g. 10. okt. izlozes vinnestu saraksts. Liefākais vinnests Ls 200,— vērtībā: 2168. lozeļ.

Ls 150.— vērtībā: 2515. lozeļ. No Ls 51.— līdz Ls 100.—: 4027, 5075, 5088.

No Ls 10.— līdz Ls 50.—: 180, 937, 1478, 1498, 1617, 1620, 1994, 2657, 3342, 3671, 3727, 3913, 4074, 4265, 4560, 4564, 5224, 5246, 5568, 5751, 6887, 7909.

No Ls 1.— līdz Ls 10.—: 9, 12, 16, 25, 26, 31, 46, 51, 59, 75, 87, 105, 8, 22, 53, 64, 65, 69, 75, 91, 92, 98, 213, 21, 24, 25, 30, 60, 65, 71, 76, 85, 86, 88, 92, 300, 20, 22, 36, 38, 40, 41, 42, 84, 87, 90, 92, 98, 400, 42, 45, 84, 88, 505, 28, 40, 47, 51, 57, 64, 73, 87, 603, 17, 40, 41, 48, 49, 63, 80, 96, 714, 31, 39, 42, 63, 69, 70, 73, 818, 29, 37, 41, 46, 78, 904, 10, 14, 15, 20, 44, 66, 71, 77, 80, 94, 99.

1001, 15, 28, 29, 31, 48, 68, 71, 94, 121, 30, 75, 271, 88, 90, 343, 50, 61, 78, 94, 97, 407, 18, 31, 50, 56, 58, 63, 71, 72, 89, 534, 47, 50, 58, 82, 84, 616, 24, 88, 89, 97, 728, 34, 71, 80, 812, 15, 20, 23, 28, 35, 62, 63, 80, 83, 98, 908, 09, 15, 21, 26, 28, 31, 32, 38, 39, 53, 77, 88, 99.

2003, 39, 40, 49, 87, 88, 97, 103, 14, 23, 26, 39, 51, 63, 72, 89, 95, 97, 227, 28, 34, 42, 48, 50, 51, 54, 57, 58, 63, 79, 81, 85, 303, 40, 41, 52, 97, 99, 400, 4, 6, 9, 13, 27, 66, 81, 86, 89, 92, 93, 504, 16, 25, 30, 35, 38, 48, 609, 46, 63, 65, 66, 68, 75, 84, 702, 8, 12, 30, 40, 44, 47, 57, 65, 69, 814, 25, 49, 55, 81, 87, 95, 921, 23, 27, 46, 47, 57, 70.

3014, 17, 19, 27, 37, 46, 74, 79, 82, 89, 91, 107, 25, 26, 79, 84, 92, 93, 204, 6, 8, 12, 15, 19, 28, 36, 43, 46, 47, 49, 54, 58, 68, 74, 80, 312, 18, 29, 38, 49, 54, 65, 72, 80, 99, 406, 19, 24, 43, 63, 69, 78, 84, 94, 517, 23, 35, 40, 47, 51, 79, 81, 91, 97, 600, 12, 24, 33, 72, 75, 85, 702, 5, 13, 36, 37, 38, 51, 52, 69, 85, 89, 97, 98, 813, 23, 27, 34, 39, 40, 45, 50, 70, 74, 82, 83, 922, 25, 30, 61, 71,